



Vous pouvez consulter vos annonces et communiqués de la semaine sur notre site web www.lesahel.org dans la rubrique "Cahier des annonces"



Le Sahel

**NUMERO
10203**

**LUNDI
11 Octobre 2021**

150 FCFA

**Discours de
Mr ANTONIO GUTERESS,
Secrétaire Général des
Nations Unies à
l'Assemblée générale**

PP. 8-9

● Le Chef de l'Etat reçoit le Représentant de l'UNFPA au Niger

M. Ismail Mbengue annonce la tenue d'un symposium sur le mariage des enfants, la planification familiale, l'éducation et le maintien des filles à l'école, en novembre prochain



Le Président de la République (centre) avec son hôte (à gauche) lors de l'entretien

Issa Moussa / ONEP

Le Président de la République, S.E. Mohamed Bazoum s'est entretenu dans la matinée du vendredi 08 octobre avec le Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) au Niger, M. Ismail Mbengue. Cette rencontre

s'inscrit dans le cadre du suivi du symposium qu'organisera l'UNFPA et la Chefferie Traditionnelle sur la transition démographique au Niger.

Au sortir de cette rencontre, le Représentant de l'UNFPA a dit avoir tenu au préalable une réunion avec la chefferie traditionnelle. «Le président vient de donner son accord pour la tenue de ce grand symposium avec l'ensemble de la chefferie traditionnelle du Niger, les 21, 22 et 23 novembre à Niamey», a annoncé M. Ismail Mbengue.

P. 3

● À l'Assemblée nationale



Les neuf (9) nouveaux membres de la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) prêtent serment

P. 3

● Journée Mondiale de la Poste 2021

Le ministre Hassane Barazé Moussa appelle à une synergie d'actions pour assurer la réussite du secteur postal

P. 2

À l'Assemblée nationale

Les neuf (9) nouveaux membres de la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) prêtent serment

Les travaux en séance plénière de la 2^{ème} session ordinaire au titre de l'année 2021, dite session budgétaire de l'Assemblée nationale se poursuivent activement à l'hémicycle, Place de la Concertation à Niamey. La séance du samedi 9 octobre 2021 a été présidée par SE Seini Oumarou, président de l'institution avec pour ordre du jour la prestation de serment des nouveaux membres de la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH). La cérémonie s'est déroulée en présence du commissaire du gouvernement, M. Mahamadou Zada, ministre de la Communication, Chargé des Relations avec les Institutions, des membres du gouvernement et de plusieurs invités.

Selon les textes régissant la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH), il est exigé qu'avant leur prise de fonction, ses membres doivent d'abord prêter serment devant le président de l'Assemblée nationale.

Les 9 nouveaux membres qui se sont ainsi prêtés à cette obligation réglemen-

taire sont M. Brah Ali Mamadou, représentant élu des Magistrats ; M. Mamadou Fodi Boureima, représentant élu des Avocats ; M. Insa Garba Saidou, représentant élu des organisations de défense des droits humains et de la promotion de la démocratie ; Mme Kako Fatima, représentante élue des associa-



Les nouveaux membres de la CNDH lors de la cérémonie de prestation de serment

tions féminines de défense des droits de la femme ; M. Ali Dodo, représentant des syndicats des travailleurs ; Mme Maikassoua Rachidatou, représentante des universités ; Messieurs Elhadj Moussa Maty et Mahamadou Zeti Maiga, représentants de l'Assemblée nationale ; et M. Ali Kado, représentant des organisations paysannes. Au cours de la cérémonie,

ces nouveaux commissaires ont prononcé ainsi la formule du serment : «Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions telles que prévues par la Constitution et la loi, de les exercer en toute indépendance, d'assurer sans défaillance les devoirs que la Constitution et la loi m'imposent et de garder le secret des informations et des délibérations. En cas de parjure

que je subisse les rigueurs de la loi». Le président de l'Assemblée nationale a pris acte de leur serment et les a renvoyés à l'exercice de leur fonction de membres de la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) du Niger.

Pour rappel, la CNDH est une autorité administrative indépendante avec pour mission principale de protéger et promouvoir les droits humains au Niger. Les fonctions de membre de la Commission Nationale des Droits Humains sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat électif, de tout emploi public, civil ou militaire, de toute fonction de représentation nationale, de toute activité professionnelle à l'exclusion de l'enseignement.

● Seini Seydou Zakaria

Issa Moussa / ONEP

Journée Mondiale de la Poste 2021

Le ministre Hassane Barazé Moussa appelle à une synergie d'actions pour assurer la réussite du secteur postal

Depuis maintenant 52 ans, la communauté internationale célèbre la Journée Mondiale de la Poste, le 9 octobre de chaque année en souvenir à la création de l'Union Postale Universelle (UPU) en 1874 et par une décision prise lors du congrès de Tokyo en 1969. A l'occasion de cette édition 2021 portant sur le thème : "Innover pour repartir", le ministre de la Poste et des Nouvelles Technologies de l'Information, M. Hassane Barazé Moussa a livré un message dans lequel il a d'abord rappelé le contexte international et national de la tenue de la présente édition. Il a aussi décliné l'ambition des nouvelles autorités du Niger ; celle de faire du secteur postal un secteur performant et dynamique.

« La célébration de cette journée intervient dans un contexte mondial marqué par les effets particulièrement pernicieux de la pandémie de la Covid-19 sur la société et sur nos économies. En plus des pertes immédiates en vies humaines, elle a aussi induit un recul à l'accès aux services postaux qui, si elle n'est pas réglée de manière agressive, pourrait mettre en péril tous nos efforts si laborieusement acquis », a déploré le ministre Hassane Barazé Moussa. Selon lui, la COVID-19 a, en effet, non seulement paralysé une grande partie du secteur postal international pendant de longues périodes, mais, elle a aussi eu un impact négatif sur les stratégies commerciales et les plans d'activités. Dans ce contexte, a-t-il ajouté, le

secteur a dû faire preuve de créativité et développer des idées et des méthodes nouvelles pour servir les clients.

Pour le ministre Barazé Moussa, le thème de cette édition "Innover pour repartir" cadre parfaitement avec la vision du Président de la République, Chef de l'Etat, SEM Mohamed Bazoum, "qui fait du développement de la poste l'une des priorités de son Programme politique. le Chef de l'Etat, a pris la pleine mesure de la montée en puissance du numérique qui impacte toutes ses activités et entraîne le déclin structurel de ses métiers historiques, notamment le courrier et la fréquentation des bureaux de poste. «C'est pourquoi, le Gouvernement du Niger s'est engagé dans un processus de réformes en profondeur du

secteur pour doter la poste de modèle économique diversifié et faire de celle-ci un leader des services de proximité humaine. Ces réformes visent à l'adoption d'une nouvelle loi postale, qui prendra en compte le nouvel environnement postal, la restructuration de l'opérateur historique Niger Poste et la création de la microfinance Poste Finances », a précisé le ministre.

L'objectif du Gouvernement, a-t-il poursuivi, tel que défini dans la Déclaration de Politique Générale (DPG) est de faire du secteur postal, un secteur performant et dynamique qui facilite les échanges et l'inclusion financière, tout en contribuant à la réalisation des objectifs de la stratégie du développement durable et de croissance inclusive. «La Poste doit désormais placer le facteur humain et la confiance au cœur de ses relations avec ses partenaires. Elle doit être présente pour tous, partout et tous les jours pour accompagner le plus grand nombre, simplifier la vie de chacun et contribuer aux transformations en cours dans la société », a estimé M. Hassane Barazé Moussa. Inhérent au secteur postal, le numérique a, estime le ministre, fusionné avec nos systèmes et processus et se trouve désormais profondément ancré dans nos futures stratégies.



Le ministre Hassane Barazé Moussa

Le secteur postal est désormais lié à la croissance et à la réussite du commerce électronique. «Cependant, si nous voulons en tirer parti, nous devons mettre en œuvre les stratégies, la technologie et les cultures de travail nécessaires pour assurer cette réussite », a-t-il lancé.

«Ensemble, nous devons tirer les leçons de la pandémie de COVID-19 et comprendre que l'innovation est fondamentale. C'est le moteur de la reprise. Ce qui rend ce secteur crucial pour des milliards de personnes », a dit le ministre Barazé Moussa. Il a saisi l'occasion pour remercier les consommateurs, les travailleurs et les opérateurs postaux pour les efforts qu'ils ont faits et continuent de faire, en particulier en ce moment de la pandémie de la COVID-19.

Notons qu'au Niger, la poste n'est pas restée en marge de la marche mondiale. Depuis quelques années un progrès remarquable est en train d'être enregistré grâce notamment à l'adoption de la politique sectorielle postale 2019-2028, le choix de Niger Poste comme partenaire principal pour la bancarisation des agents de l'Etat. Il s'agit d'une réforme qui a eu pour effet immédiat d'augmenter le chiffre d'affaires de notre opérateur postal national qui est passé de 900 millions 2017 à plus de 4 milliards en 2020, devenant une société viable parmi les établissements publics de l'Etat. Conséquemment, la performance et l'efficacité de l'entreprise se sont bien améliorées.

Mahamadou Diallo

Idrissa Hamadou / ONEP

● Le Chef de l'Etat reçoit le Représentant de l'UNFPA au Niger

M. Ismail Mbengue annonce la tenue d'un symposium sur le mariage des enfants, la planification familiale, l'éducation et le maintien des filles à l'école en novembre prochain

Le Président de la République, S.E. Mohamed Bazoum s'est entretenu dans la matinée du vendredi 08 octobre avec le Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) au Niger, M. Ismail Mbengue. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi du symposium qu'organiseront l'UNFPA et la Chefferie Traditionnelle sur la transition démographique au Niger.

Au sortir de cette rencontre, le Représentant de l'UNFPA a dit avoir tenu au préalable une réunion avec la chefferie traditionnelle. «Le président vient de donner son accord pour la tenue de ce grand symposium avec l'ensemble de la chefferie traditionnelle du Niger, les 21, 22 et 23 novembre à Niamey», a annoncé M. Ismail Mbengue. Lors de ce symposium, a-t-il

expliqué, plusieurs questions seront abordées, notamment celles liées au mariage des enfants, à la planification familiale et à l'éducation et le maintien des filles à l'école. «L'idée, a-t-il précisé, est de recueillir la position de la chefferie traditionnelle, qui représente des communautés au Niger». Il s'agit aussi d'amener les chefs traditionnels à donner leurs avis sur les bonnes pratiques



Le Chef de l'Etat (droite) avec le fonctionnaire onusien

et sur ce qu'ils sont en train de faire sur le terrain ; et aussi de voir comment le gouvernement et les partenaires peuvent les accompagner, et ensemble, essayer d'atteindre les objectifs que s'est fixé le

gouvernement sur les questions de populations. Au sortir de ce symposium «il y'aura une déclaration des chefs traditionnels pour accompagner le gouvernement par rapport à la lutte contre le mariage des

enfants. On aura également une deuxième déclaration pour accompagner le gouvernement par rapport à la planification familiale et une troisième par rapport à l'éducation des filles», a annoncé M. Ismail Mbengue.

En plus de ses trois déclarations, a-t-il ajouté, il y'aura un plan d'actions qui sortira. «Ce plan va interpeller aussi bien, les partenaires, le gouvernement que la chefferie traditionnelle parce qu'il faut qu'il y'ait une approche communautaire et une participation communautaire aussi», a conclu le Représentant résident de l'UNFPA, M. Ismail Mbengue.

● Aminatou Seydou Harouna

● Journée mondiale de la santé mentale 2021

Des efforts appréciables d'intégration des soins de santé mentale dans les soins généraux de santé au Niger

Comme dans beaucoup de pays à travers le monde, la Journée mondiale de la santé mentale a été célébrée hier 10 octobre au Niger avec pour thème «Faisons des soins de santé mentale pour tous une réalité». Dans le message qu'il a livré à cette occasion, le ministre de la Santé publique, de la population et des affaires sociales a souligné l'importance du soin de la santé mentale et surtout de son accès pour les populations. Rappelant la désuétude de la législation en matière de santé mentale au Niger ainsi que son inadéquation avec le contexte socioculturel local, Dr Idi Illiassou Maïnassara a souligné les efforts déployés par le gouvernement pour mettre en place un dispositif d'accès aux soins de santé mentale pour les populations.

Le ministre de la Santé publique a d'abord rappelé la définition du concept de la santé mentale qui selon les professionnels du domaine est "un état de bien être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive à apporter une contribution à la communauté". Elle est aussi un état qui permet à l'homme de trouver, de maintenir et de préserver un équilibre émotionnel et social. C'est dire que la santé mentale est au cœur du développement d'une communauté. Malheureusement reconnaît le ministre de la Santé publique, elle est l'un des domaines les plus négligés de la santé publique. «Près d'un milliard de personnes souffrent d'un trouble mental, 3 millions de personnes meurent chaque année des conséquences de l'usage nocif de l'alcool et/ou de

la drogue et une personne se suicide toutes les 40 secondes à travers le monde», souligne Dr Idi Illiassou Mainassara.

La situation est encore plus préoccupante dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, plus de 75% des personnes atteintes de troubles mentaux, neurologiques ou dus à l'usage nocif des substances psychoactives ne bénéficient de soins de santé mentale. A ce tableau déjà suffisamment sombre, il faut ajouter les répercussions de la Covid 19 qui touchent des millions d'autres personnes dans le monde, sans oublier la stigmatisation et la discrimination dont sont victimes les personnes souffrant de troubles mentaux à travers souvent des législations plutôt répressives et des violations des droits de l'homme encore plus fréquentes.

Le Niger ne fait pas exception. En effet, la législation en santé

mentale date de la période coloniale. «Elle n'a pas évolué selon notre contexte socioculturel. De ce fait, les lois en la matière expriment, le point de vue d'une société autre que la nôtre et à un moment autre que le nôtre dans ses aspects de protection des individus et leurs biens, de prise en charge des malades mentaux criminels, de procédures d'hospitalisations des malades mentaux», précise Dr Idi Illiassou Mainassara. Même si dans les principes les soins psychiatriques sont libres dans le choix du praticien, il existe un dispositif des soins sans consentement qui permet de dispenser les soins nécessaires aux patients qui n'ont pas conscience de leurs troubles mentaux ni de leurs besoins impératifs de soins. «Il convient aussi de souligner que ces modalités de soins sans consentement demeurent l'exception par rapport à l'ensemble des prises en charge hospitalières assurées dans les services de santé», a précisé le ministre Mainassara.

Pour le ministre de la Santé publique, il est évident que, la législation en vigueur, et les pratiques actuelles de gestion des litiges et les difficultés liées aux problèmes de santé mentale ne sont pas conformes à l'orientation communautaire de la santé mentale. D'où l'impérieuse nécessité pour le Niger de se doter d'une législation en matière de santé mentale. C'est



Le ministre Idi Illiassou Maïnassara

pourquoi, du point de vue de l'accessibilité aux soins, le Niger s'y attèle à travers une stratégie d'intégration des soins de santé mentale dans les soins généraux de santé. «Avec cette stratégie, le Niger a une couverture de 32 districts sanitaires sur 72 et cela jusqu'au niveau des agents des CSI qui sont d'ores et déjà outillés à la détection précoce des cas et leur prise en charge», précise Dr Idi Illiassou Mainassara.

Le ministre de la Santé publique a saisi cette occasion pour féliciter, les partenaires financiers et ONG qui accompagnent le gouvernement dans cette tâche. Il s'agit notamment d'ENABEL, de l'OIM, de la COOPI, de la Croix rouge danoise ainsi que l'ECOBANK qui a l'habitude d'organiser plusieurs activités à l'occasion de cette journée. Il faut noter que cette année, cette journée a été commémorée non seulement à Niamey

mais aussi à Agadez, et Diffa pour marquer l'engagement et la détermination du gouvernement à atteindre les populations les plus vulnérables.

Pour le ministre de la Santé publique, il est nécessaire de redoubler les efforts de prévention, d'information, de sensibilisation, de renforcement de capacité des acteurs de terrain, de surveillance, d'accompagnements et d'assistance psychosociale aux malades et autres populations vulnérables. «Pour cela j'en appelle aux autres systèmes de soins de santé de participer à l'effort d'intégration de la santé mentale. J'engage les structures nationales de soins de santé et les partenaires techniques et financiers à redoubler d'effort afin de nous accompagner dans notre combat quotidien», a conclu Dr Idi Illiassou Mainassara.

● Siradji Sanda



Communiqué de presse conjoint

Lancement de l'atelier de formation des cadres supérieurs du ministère de la santé publique, de la population et des affaires sociales sur le programme de leadership pour la transformation de la santé en Afrique

Niamey, NIGER, le 5 octobre 2021 - Dans le cadre du projet de « Surveillance Covid-19 et résilience du système de santé » au Niger financé par l'Union Européenne, l'Organisation mondiale de la Santé au Niger en collaboration avec le Ministère de la Santé Publique a organisé un atelier de lancement de la formation des cadres supérieurs dudit ministère sur le programme de leadership pour la transformation de la santé en Afrique.

En 2015, l'OMS AFRO a créé un programme pour accompagner les États membres dans un processus de développement du leadership et de la gestion rapide et pratique. Ce programme est conçu pour les gestionnaires du système de santé des États membres pour améliorer leurs compétences et capacités en matière de gouvernance axée sur le travail d'équipe, fournir une analyse et une compréhension approfondies des styles et des capacités de leadership, afin qu'ils puissent élaborer des stratégies de programmes de santé publique, gérer et diriger ces programmes qui entraîneront une transformation positive de la santé publique.

Le Niger, avec l'appui technique et financier de l'OMS et de l'Union Européenne, a décidé de s'engager dans ce processus afin d'outiller ses cadres supérieurs et managers à conduire efficacement la mise en œuvre de sa politique nationale de santé et de son Plan de Développement Sanitaire et atteindre ainsi ses objectifs en matière de Couverture Sanitaire Universelle (CSU).

Selon l'Ambassadeuse de



@OMS NIGER/Aminata KONE

l'Union Européenne au Niger, Son Excellence Dr Denisa-Elena IONETE « les derniers défis sanitaires qui ont affecté le système de santé au Niger, tels que la pandémie de COVID-19, ont une fois de plus illustré de manière parlante la nécessité non seulement d'une mise en œuvre plus efficace de la politique nationale de santé actuelle et notamment le Plan de Développement Sanitaire (PDS) mais aussi de définir des politiques, stratégies et plans futurs de qualité dans le secteur de la santé. Cela permettrait également d'atteindre les objectifs en matière de CSU au Niger. Il est donc d'une importance cruciale d'avoir une Formation des Managers et Cadres Supérieurs adéquate qui leur permette d'acquérir et de développer les compétences et capacités nécessaires à ceux qui occupent des fonctions de responsabilité afin de contribuer à la transformation positive de la santé publique au Niger. » Tout en louant l'Excellence du partenariat OMS/UE et Etat du Niger, Dr Denisa-Elena IONETE souligne que ce programme est l'une des nombreuses collaborations

entre l'UE et l'OMS, entre autres sur le COVID-19 et la résilience du système de santé au Niger.

Selon la représentante de l'OMS au Niger, Dr Anya BLANCHE, « les soins de santé sont en train de changer fondamentalement et nous vivons un moment critique dans le paysage sanitaire mondial et régional où nos populations attendent plus que jamais du secteur de la santé surtout dans ce contexte de pandémie qui exige une réponse de l'ensemble de la société. La pandémie de la COVID-19 et la réponse mondiale ont influencé et accéléré les changements

dans l'environnement de la santé qui nous obligent à repenser les méthodes traditionnelles de prestations des soins de santé - cloisonnés et statiques - pour de nouveaux modèles capables de mieux anticiper les besoins de santé des populations. Pour réussir à évoluer dans ce contexte, il est nécessaire de recourir à un leadership transformationnel qui donne aux autres les moyens et la motivation nécessaires de travailler plus efficacement et avoir le sens de la mission ».

« D'autres défis de taille doivent aussi être relevés comme la mise en œuvre de la directive gouvernementale sur les transferts des compétences de l'Etat aux collectivités territoriales car les ODD doivent être déclinés et mis en œuvre jusqu'au niveau local ; ou encore la question relative au renforcement des capacités de l'administration publique pour sensiblement améliorer l'absorption des ressources » dit le représentant de la Coordinatrice du Système des Nations Unies, Attaher MAIGA, Enfin, le Secrétaire général du Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, Dr Ranaou ABACHE en lançant ce programme a exhorté l'ensemble des participants à l'assiduité et à un engagement sans faille à suivre tout le processus de renforcement des capacités sur le programme de leadership pour la transformation de la santé indispensable pour une gestion et coordination efficaces et à la performance du système de santé nigérien.

Contact Presse

-OMS Niger

Aminata KONE
Consultante en communication
+227 96 80 05 13
koneam@who.int

-Délégation de l'Union Européenne

Moctar MAMANE SANI ABANDE
Chargé de Presse et communication adjoint
+227 90 38 38 36
Moctar.MAMANE-SANI-ABANDE@eeas.europa.eu

Atelier de validation de la cartographie de la migration

Disposer des données fiables sur la migration au Niger

L'Institut National de la Statistique (INS) en collaboration avec l'Organisation internationale pour la migration (OIM) a organisé, le jeudi 7 octobre dernier à Niamey, un atelier de formation pour la validation du rapport d'étude sur la cartographie des producteurs et utilisateurs des données migratoires au Niger. C'est Mme Omar Haoua Ibrahim, Secrétaire Générale de l'INS, qui a ouvert les travaux en présence de plusieurs acteurs, représentant des institutions et autres organisations intervenant sur la question de la migration.

Dans son discours d'ouverture des travaux dudit atelier, Mme Omar Haoua Ibrahim a saisi l'occasion pour expliquer l'objet de cette cartographie. «Notre pays a été marqué, ces dernières années, par des flux migratoires massifs et multiformes, qui ont souvent des conséquences sur les vies humaines et sur l'économie du pays. Cette situation impose au pays la prise en compte des nouveaux défis causés par ce mouvement migratoire dans le processus du développement économique et social. L'Etat nigérien a d'ailleurs adopté en septem-

bre 2020 le document de la Politique Nationale de la Migration (PNM) pour la période 2020-2023 et son plan d'action quinquennal, qui prennent en compte ces différentes préoccupations (...). Pour une meilleure prise en charge du phénomène de la migration, il est impératif de disposer de statistiques fiables et de bonne qualité (...) accessibles aux différents utilisateurs. C'est à cet égard que s'est établie la collaboration entre l'Institut National de la Statistique et l'Organisation Internationale pour la Migration, collaboration dont l'objectif global vise à améliorer la disponibilité et



La table de séance à l'ouverture de l'atelier

la qualité des productions des statistiques relatives aux flux migratoires en vue de satisfaire les besoins des utilisateurs», a-t-elle déclaré. Pour l'atteinte de cet objectif, ajoute-t-elle, plusieurs activités sont prévues sur le financement du projet de la coopération danoise au développement DANIDA II. Il s'agit notamment de l'atelier de lancement des activités du projet DANIDA II, la réalisation d'une cartographie de l'existant sur les données migratoires, des activités de renforcement de capacité des différents producteurs

des données, d'une assistance matérielle au profit de l'INS et enfin la mise en place d'une plateforme en ligne qui centralise les données produites sur la migration. Ainsi, le rapport qui est présenté à cet atelier est le fruit de la consultation des différents acteurs par le consultant. «L'exécution des activités se poursuit avec l'organisation de la présente rencontre dont l'objectif est, donc, de valider le rapport sur la cartographie des producteurs et utilisateurs des données migratoires au Niger», a-t-elle précisé.

Pour sa part, la représentante de l'OIM, Mme Christina Atekmangoh a, au nom de son institution, salué la tenue de cet atelier. Elle a expliqué que ce projet rentre dans le cadre de la mise en œuvre d'une plateforme des données de la migration au sein de l'INS. «C'est une étape d'un long processus qui sera la mise en place des données de la migration pour permettre à l'Etat du Niger d'avoir ses propres données. Comme on le sait, les données de la migration au Niger ne sont pas tout à fait centralisées. Donc avec l'appui du projet DANIDA, l'INS va faire en sorte que cette plateforme de données soit disponible dans son site web, pour que si quelqu'un cherche des données sur la migration, au lieu de venir à l'OIM, il les aura facilement sur le site de l'INS», a-t-elle affirmé.

● Ali Maman

Atelier de clôture et de dissémination des résultats du Projet accélérer l'accès du DMPA-SC au Niger

Des progrès dans le renforcement des capacités et les résultats

Jhpiego en collaboration avec la direction de planification familiale a organisé, le 8 octobre dernier à Niamey, un atelier de clôture et de dissémination des résultats du Projet accélérer l'accès du DMPA-SC au Niger. L'objectif de cet atelier est de présenter les résultats, les recommandations et les perspectives obtenus dans le cadre de la mise en œuvre dudit projet. C'est le représentant du directeur général de la population et de la santé de la reproduction, Dr Amadou Housseini qui a présidé l'atelier de clôture dudit projet en présence du directeur régional du Projet Accélérer l'accès du DMPA-SC et de plusieurs participants.

Le projet accélérer l'accès du DMPA-SC au Niger a été lancé en juillet 2019 et prendra fin dans ce mois d'octobre 2021. Son objectif est de déterminer l'état actuel du rôle des décideurs et les goulots d'étranglements dans l'introduction et la mise à l'échelle du DMPA-SC dans certains pays du partenariat de Ouagadougou en collaboration avec les gouvernements des pays concernés et les partenaires de l'Access collaborative ; de renforcer la capacité des pays à aller de l'introduction à la mise à l'échelle du DMPA-SC ; de promouvoir des approches catalytiques pour accélérer l'accès à une gamme plus étendue de méthodes variées y compris le DMPA-SC,

pour les femmes ayant des besoins non satisfaits ; d'apporter un appui à l'Access Collaborative pour faciliter la coordination entre les partenaires, de relever les défis et disséminer les leçons apprises et les meilleures pratiques au niveau national, régional et global. D'après le représentant du directeur général de la population et de la santé de la reproduction, Niger est confronté aux mêmes défis que plusieurs autres pays et est caractérisé par un taux de prévalence contraceptive de 21,8% (Projection Track20, 2020), un indice synthétique de fécondité de 7,6 selon l'EDSN 2012 et une croissance démographique de 3,9%. Les ratios de la mortalité maternelle et in-

fanto-juvénile sont les plus élevés au monde, respectivement de 535 pour 100 000 naissances vivantes et 130,5 pour 1000 selon l'EDS 2012. Ces décès surviennent le plus souvent du fait de grossesses trop rapprochées, trop nombreuses, trop tardives ou trop précoces. «Conscientes de cette réalité démographique et de ses conséquences sociales, sanitaires et économiques, les autorités administratives et sanitaires ont mis en œuvre de nombreuses stratégies et actions qui visent la maîtrise de la croissance démographique conformément aux engagements régionaux et à la politique de développement sanitaire du pays», a-t-il souligné.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action national budgétisé PF2013-2020, le Niger a, selon Dr Amadou Housseini, initié plusieurs actions avec l'appui de ses partenaires pour atteindre les objectifs pays ainsi que ceux pris dans la dynamique du Partenariat de Ouagadougou et FP2020. C'est pour soutenir les efforts du pays, a précisé Dr Amadou Housseinia, que



Photo de famille des participants à l'atelier

Jhpiego à travers le projet "accélérer l'accès du DMPA-SC dans les pays du Partenariat de Ouagadougou" a accompagné le Ministère de la Santé Publique à travers la Direction de la Planification Familiale dans le passage à échelle du DMPA-SC pour l'amélioration l'environnement politique, celle de l'offre et aussi de l'accès aux produits contraceptifs depuis son lancement en Juin 2019. Il s'agit à travers cet atelier de partager les résultats obtenus grâce à la collaboration de l'Etat.

Pour sa part, le directeur régional du Projet Accélérer l'accès du DMPA-SC, M. Celestin Compaoré a précisé que le projet accélérer l'accès du

DMPA-SC couvre 8 pays du partenariat de Ouagadougou dont le Niger qui a les meilleurs résultats. En effet, a-t-il indiqué, depuis sa mise en œuvre, le projet a contribué au renforcement des capacités des acteurs et les résultats en témoignent, car le Niger dispose aujourd'hui d'un plan d'accélération sur l'accès des femmes au DMPA-SC. «Cet atelier a permis non seulement de partager les résultats mais aussi de discuter sur les priorités et les perspectives pour une seconde phase au bénéfice de la population du Niger», a ajouté M. Celestin Compaoré.

● Yacine Hassane



ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

RESULTATS DE L'EMISSION SIMULTANÉE D'OBLIGATIONS DE RELANCE DU TRÉSOR DU BURKINA DU 06 OCTOBRE 2021

UMOA-Titres (UT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le mercredi 06 octobre 2021, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Burkina, l'émission simultanée d'Obligations de Relance (OdR) du Trésor respectivement à cinq (5) ans et sept (7) ans pour un montant de 40 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Burkina en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 06 octobre 2021, suivant un système d'enchères à prix multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

RESULTAT GLOBAL	
Montant global des soumissions (F CFA)	128 126 000 000
Dont ONC	ND
Montant retenu (F CFA)	43 746 000 000
Dont ONC	ND
Taux de couverture	320,32%

Emission simultanée du 06 octobre 2021	OAT 5 ans	OAT 7 ans
Montant global des soumissions (F CFA)	71 145 000 000	56 981 000 000
Dont ONC	ND	ND
Montant retenu (F CFA)	9 800 000 000	33 948 000 000
Dont ONC	ND	ND
Montant Net	10 311 366 400	34 894 183 500
Prix Marginal	104,8022%	102,3188%
Prix Moyen Pondéré	106,2180%	102,7932%
Rendement Moyen Pondéré	4,61%	5,61%
Nombre de soumissions	32	24
Nombre de participants	16	14
Taux d'absorption	13,77%	59,57%

UMOA-Titres remercie, au nom du Trésor Public du Burkina, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 06 octobre 2021

Le Directeur

Adrien DILOUF



ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

RESULTATS DE L'EMISSION DE BONS DE RESILIENCE ET DE SOUTIEN DU TRÉSOR DU BURKINA DU 08 OCTOBRE 2021

UMOA-Titres (UT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le vendredi 08 octobre 2021, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Burkina, l'émission de Bons de Résilience et de Soutien (BSR) du Trésor à trois cent soixante-quatre (364) jours pour un montant de 45 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Burkina en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 08 octobre 2021, suivant un système d'enchères à taux multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

Résultats de l'émission	
Montant global des soumissions (en FCFA)	89 812 000 000
Dont ONC	ND
Montant retenu (en FCFA)	47 062 000 000
Dont ONC	ND
Montant Net	45 712 268 789
Taux Marginal	2,9600%
Taux Moyen Pondéré	2,8365%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	2,92%
Nombre de soumissions	45
Nombre de Participants directs	15
Taux de couverture	199,58%
Taux d'absorption	52,40%

UMOA-Titres remercie, au nom du Trésor Public du Burkina, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 08 octobre 2021

Le Directeur

Adrien DILOUF

AVIS DE RECRUTEMENT

D'UN (01) DIRECTEUR GÉNÉRAL

Une société d'aviation de la place recherche un (01) Directeur Général :

Profil :

Être détenteur d'un diplôme de niveau Master en Gestion d'entreprise ou équivalent ;

Avoir au minimum cinq (5) ans d'expériences à un poste similaire ou en management ;

Avoir de très bonnes connaissances en management

Avoir une première expérience réussie dans le secteur de l'aviation et transport Aérien

Avoir un leadership reconnu

Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique ;

Avoir une capacité de synthèse et le sens de l'analyse ;

Etre Précis, rigoureux, méthodique et organisé ;

Savoir planifier et anticiper ;

Savoir faire preuve d'une grande disponibilité ;

Etre apte à atteindre les objectifs ;

Etre apte à travailler sous pression ;

Etre parfaitement bilingue (anglais – français) est indispensable.

En tant que Directeur Général vous serez en charge de :

-Aider au pilotage stratégique et opérationnel, et à la prise de décision ;

-Représenter l'entreprise auprès des tiers

-Assurer en permanence la conformité réglementaire ;

-Tenir les manuels à jour et entretenir toute autorisation ou agrément ;

-Recrutement des équipages

-Préparer et mettre en œuvre le business plan et le plan de développement stratégique de l'entreprise ;

-Diriger la structure avec la recherche continue de la performance (moyens, objectifs, résultats)

-Mettre en place et améliorer les processus

-Assurer la sécurité et l'intégrité des biens et matériels de la compagnie,

-Assurer la croissance du chiffre d'affaires, la rentabilité, la solvabilité de l'entité ;

-Développer l'activité en général en anticipant les évolutions du marché,

-Piloter les équipes opérationnelles et les équipes de supports à travers les responsables qui lui sont rattachés.

-Développer la gestion du partenariat ;

-Piloter des projets et processus de certification

-Assurer la supervision des activités juridiques et financières de la société

-Superviser le travail de l'ensemble de l'équipe ;

-Repérer et aider à clarifier les objectifs ;

Envoyer vos dossiers (demande, CV détaillé, lettre de motivation, attestations de travail, copies certifiées de diplômes) à la Boite Postale 2784 Bamako **au plus tard le 10/11/2021 à 17 Heures** ou par mail à jobcenter@ibigroupe.com

AVIS DE RECRUTEMENT

D'UN RESPONSABLE QUALITÉ SÉCURITÉ ET SURETÉ

Une société de la place cherche à recruter un Responsable Qualité sécurité et Sureté :

Il assurera les activités suivantes :

-Mise à jour des normes :

oMettre à jour les normes pour tenir compte de révisions réglementaires (IATA, ANAC, etc.) et des meilleures pratiques dans le secteur aéronautique

oEnregistrer, suivre et améliorer les données du système qualité.

-Vérification qualité :

oAssurer les vérifications conformément aux standards ISO

-Organisation des audits

oFaire les audits internes (de maintenance, Opérations, gestion de stock...)

oOrganiser les audits externes en collaboration avec les partenaires (clients, autorités compétences, organismes de certification, organismes d'audit agréés etc.)

-Application des procédures :

oMettre à jour les manuels de procédures de sureté, de qualité et de sécurité.

oElaborer une méthodologie d'utilisation efficiente des listes de vérification normalisées.

oContrôler l'utilisation des listes de vérification normalisées.

oEvaluer le personnel sur l'utilisation des outils (procédures qualité, sureté etc.)

-Former et informer le personnel sur les normes et procédures en vigueur

Profil requis:

-Avoir au minimum une maîtrise en Management qualité et sécurité ou diplôme équivalent ;

-Avoir un minimum de 5 ans d'expériences avérées à un poste similaire ;

-Etre parfaitement bilingue (Français/Anglais), le Poste nécessitant beaucoup d'interaction avec des personnes ne parlant qu'anglais ;

-Avoir une excellente présentation, une parfaite expression orale et écrite et être méthodique ;

-Avoir le sens de l'organisation, de la rigueur, savoir gérer les priorités et être réactif (rapide et efficace) ;

-Sens du relationnel ;

-Sens de l'écoute, de la synthèse et de la transmission de l'information ;

-Etre dynamique, fort de caractère, disponible, flexible et professionnelle ;

-Savoir travailler de façon autonome avec une grande discrétion et une totale confidentialité et avoir l'esprit d'initiative ;

-Une maîtrise de l'outil informatique est indispensable (Word, Excel, Powerpoint, logiciel utilisé pour la gestion commerciale) ;

-Avoir un Permis B.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur CV, Lettre de motivation, demande, copies des diplômes et attestations de travail **au plus tard le 30/10/2021 à 17h** à l'adresse :

jobcenter@ibigroupe.com

Tillabéri

La commune urbaine de Tillabéri se dote d'un marché moderne de poisson et d'une usine d'aliments de poisson

Le Maire de la commune urbaine de Tillabéri, M. Moussa Douma a réceptionné dans le 07 octobre 2021, les nouveaux bâtiments du marché de poisson et de l'usine d'aliments pour poisson de la région, dans la commune urbaine de Tillabéri. C'était en présence des deux Secrétaires généraux de la région, du Directeur régional de l'environnement et plusieurs autres invités.



Une vue du marché de poisson nouvellement construit

Construits à hauteur de 180.000 dollars US, soit environ 90 millions de franc CFA, sous le financement de la Banque Islamique de Développement, ces infrastructures ont été mises en œuvre par le projet de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire au Niger (PRRIA), sous la tutelle du Programme de l'Initiative 3N.

Le marché moderne de poisson comprend entre autres, un bloc d'Administration équipé ; hangars ; banc de traitement de poisson ; deux blocs latrines à deux compartiments ; une unité de dé-

charge et des kits. L'usine aliments pour poisson quant à elle, comprend entre autres, un bloc magasin de stockage-Salle de machines-Administration ; une machine de granulés d'alimentation d'aliments poissons ; une dotation en premiers éléments composés ; des mesures environnementales (atténuation bonification).

« La réception des bâtiments devant abriter la toute première poissonnerie dans notre commune constitue une grande fierté pour nous et au-delà tous les élus car c'est une preuve du renforcement des capacités des infrastruc-

tures de développement des collectivités dans le cadre du transfert des compétences », a indiqué le Maire de la commune urbaine de Tillabéri, M. Moussa Douma.

« Cette poissonnerie une fois opérationnelle, les mareyeuses pourront tirer le plus grand profit de leur activité car les risques de perte dus au pourrissement précoce des stocks seront atténués, tous les acteurs de la filière pêche seront soulagés », a-t-

il expliqué.

« Pour cela, a-t-il poursuivi, nous exprimons notre satisfaction auprès des autorités nationales qui ne ménagent aucun effort pour la concrétisation des aspirations du peuple ». M. Moussa Douma a enfin remercié, tous les partenaires financiers de ce projet.

Après une brève présentation du projet PRRIA, le Coordinateur par intérim dudit projet, M. Daouda Tchindo a quant à

lui, remercié la Banque Islamique de Développement pour l'intérêt sans cesse croissant qu'elle accorde au développement du Niger à travers le financement de plusieurs projets de développement.

Prévu pour une durée de 5 ans le projet PRRIA financé par la Banque Islamique de Développement est exécuté à travers 4 composantes à savoir, le renforcement de la résilience au changement climatique et l'amélioration de la sécurité alimentaire ; la réhabilitation et la préservation des moyens de subsistance en milieu rural ; l'amélioration de la disponibilité et de l'accès à l'alimentation humaine et animale et enfin, le renforcement des capacités sur la mise en œuvre du projet.

Mahalmoudou Touré
Maïmouna ANP/ONEP

Agadez/Maraichage

Des actions pour accompagner la production de l'oignon

L'agriculture et l'élevage sont les principales activités qu'exerce la population rurale de la région d'Agadez. En ce sens, la production d'oignons occupe une place de choix dans plusieurs localités d'Agadez. La fête des éleveurs d'Ingall était aussi une occasion pour les acteurs du secteur de l'agriculture pour passer des informations et de sensibiliser les communautés.

Selon les données de 2020, la région d'Agadez est l'une des grandes régions en termes de production d'oignons. La superficie emblavée pour la production d'oignon à Agadez est de 2902 ha avec un rendement par ha de 30.129 tonne. En 2020 la production est estimée 87433 tonnes. Spécifiquement, pour la commune de Tchirozerine la superficie emblavée est de 1611 ha avec un rendement par ha de 32086 tonnes. La production d'oignon en 2020 à Tchirozerine est de 51.691 tonnes.

Selon le chef du service communal agriculture de Tchirozerine, (région d'Agadez) M. Emoud Alatinine, depuis un certain temps des déclarations leur viennent de quelques sites agricoles (villages) où des attaques d'ennemis des cultures, notamment des sautereaux c'est-à-dire des criquets sont

récurrents. Ces sautereaux ravagent les cultures notamment celles d'oignon qui est la principale source des revenus des producteurs. L'ampleur des dégâts est énorme.

Pour arrêter les dégâts des actions sont menées à plusieurs niveaux dont une opération dénommée "Kel ifirgan" (les jardiniers en Tamachek). « Nous avons mené une enquête pour avoir une idée des dégâts. Je me suis déplacé pour aller voir et estimer les superficies attaquées et la densité de ces êtres dans les planches d'oignons et de maïs, donc au début j'ai trouvé que les ravages étaient moins importants, donc nous avons rédigé un rapport pour le soumettre à la direction régionale, au chef de service protection des végétaux (PV) Monsieur Kizow Amoumoune qui a su réagir à temps. J'ai donné aux producteurs des

produits pour qu'ils fassent le traitement eux même, mais ils n'ont pas respecté les consignes et la propagation a continué. Une 2e enquête nous a conduits à une superficie infestée de 600ha, nous avons jugé nécessaire de passer à ce traitement généralisé appelé pour limiter ou arrêter les infestations. La PV nous a encouragés et nous a donné plus de 600litres de pyrical » a expliqué le chef communal du service agriculture de Tchirozerine.

Par ailleurs, M. Emoud Alatinine a notifié que l'opération "Kel ifirgan" était une grande réussite, car elle a permis de mettre les producteurs à l'abri des attaques des ennemis de culture. « Nous avons d'abord organisé une réunion avec les producteurs à la direction. Nous avons pris dans chaque village au moins 10 brigadiers phytosanitaires qui ont été formés et répartis dans les sites, d'autres ont commencé dans le village de Abakantoummas, Tafferer et d'autres à Tchizemallet, et un autre groupe à Tchintabizguine. C'était une réussite dans l'ensemble car beaucoup des superficies ont été épargnées. Dans tous les sites traités, les

producteurs enregistrent des succès » a-t-il témoigné, avant d'ajouter que pour l'année 2021 c'est difficile d'atteindre les objectifs comme en 2020. « En début d'année, on avait prévu de dépasser ce qui a été fait en 2020, mais très malheureusement, à cause des attaques des ennemis de culture on s'attend à une production inférieure que celle de l'année dernière » déplore-t-il.

Bien que les actions et les activités entrant dans le cadre de l'opération "Kel ifirgan" sont concentrées dans la vaste commune de Tchirozerine, les acteurs de l'agriculture tentent de faire passer des messages de sensibiliser le maximum des producteurs de la région d'Agadez. « Nous saisissons toutes les occasions pour informer et sensibiliser les communautés. On profite des réseaux sociaux, les radios-communautaires, les grands rassemblements, etc. pour sensibiliser les producteurs. Il s'agit avant tout d'outiller, d'informer et sensibiliser les producteurs. Nous avons aussi formé des femmes brigadières sur les bonnes pratiques et l'utilisation des produits » a précisé M. Emoud Alatinine.

Le chef du service communal agriculture de Tchirozerine invite les partenaires au développement et les autorités en charge de l'agriculture d'accompagner les producteurs locaux afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer la production agricole au niveau communal. « Quand la direction a constaté la lenteur des opérations, elle nous a équipés d'un véhicule 4x4 équipé d'appareils ; ils ont mis à notre disposition des moyens nécessaires pour atteindre certains sites éloignés comme Tidene, Egandawel ou encore Azzel et Tendawen, les partenaires qui œuvrent dans le même domaine nous ont apporté leur aide. Et ces appuis nous ont permis d'épargner beaucoup de superficies. Dès qu'on fait les traitements, les dégâts s'arrêtent » a fait savoir le chef du service communal agriculture de Tchirozerine. Notons que pour cette période, plus de 30% des superficies emblavées sont ravagés par les ennemis de culture. Et plus de 1500 ha ont été infestés.

● **Abdoul-Aziz Ibrahim,**
envoyé spécial



Discours à l'Ass

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs les représentants,

Je suis ici pour tirer la sonnette d'alarme : le monde doit se réveiller.

Nous sommes au bord du précipice – et nous continuons de nous en approcher.

Jamais notre monde n'a été aussi menacé.

Ou plus divisé.

Nous faisons face à la plus grande avalanche de crises de notre existence.

La pandémie de COVID-19 a amplifié des inégalités déjà flagrantes.

La crise climatique s'abat sur la planète.

De l'Afghanistan à l'Éthiopie en passant par le Yémen et ailleurs, les bouleversements font échec à la paix.

Un embrasement de méfiance et de désinformation polarise les gens et paralyse les sociétés.

Les droits humains sont mis à mal.

La science est vilipendée.

Et l'aide économique destinée aux plus vulnérables, à supposer qu'elle leur parvienne, est insuffisante et arrive trop tard.

La solidarité est portée disparue – au moment même où nous en avons le plus besoin.

Une image résume peut-être ce que nous vivons.

Celle qui nous vient de certains coins du monde, où l'on voit des vaccins contre le COVID-19 ... jetés à la poubelle.

Périmés et inutilisés.

D'un côté, les vaccins sont mis au point en un temps record – une victoire de la science et de l'ingéniosité humaine.

De l'autre, ce triomphe est réduit à néant par le manque tragique de volonté politique, l'égoïsme et la méfiance.

L'abondance pour certains pays. Des étagères vides pour d'autres.

La plupart des habitants des pays riches sont vaccinés. Plus de 90 % des Africains attendent toujours leur première dose.

Nous sommes moralement coupables de l'état du monde dans lequel nous vivons.

La situation est indécente.

Nous avons réussi l'épreuve de sciences.

Mais nous avons un zéro pointé en éthique.

Mesdames et Messieurs les représentants,

La sonnette d'alarme climatique est également assourdissante.

Le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat est un code rouge pour l'humanité.

Nous voyons les signes d'avertissement sur chaque continent et dans chaque région.

Températures caniculaires. Perte de biodiversité épouvantable. Pollution de l'air, de l'eau et des espaces naturels.

Et à chaque instant des catastrophes liées au climat.

Comme nous l'avons vu récem-



ANTONIO GUTERRES
Secrétaire Général des Nations Unies

ment, même la ville où nous sommes – la capitale financière du monde – n'est pas à l'abri.

Les climatologues nous disent qu'il n'est pas trop tard pour respecter l'objectif de 1,5 degré fixé dans l'Accord de Paris sur le climat.

Mais la fenêtre pour le faire se ferme rapidement.

Nous devons réduire nos émissions de 45 % d'ici à 2030. Pourtant, un récent rapport de l'ONU a clairement montré que, compte tenu des engagements nationaux en matière de climat, d'ici à 2030, les émissions augmenteront de 16 %.

Cela nous condamnerait à une situation infernale où la température augmenterait d'au moins 2,7 degrés par rapport aux niveaux préindustriels. Une catastrophe.

Dans le même temps, l'OCDE vient de signaler un déficit d'au moins 20 milliards de dollars dans le financement essentiel de l'action climatique promis aux pays en développement.

Nous sommes à quelques semaines de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Glasgow, mais nous sommes à des années-lumière de nos objectifs.

Nous devons nous y mettre sérieusement. Et vite.

Mesdames et Messieurs les représentants,

Le COVID-19 et la crise climatique ont mis en évidence de profondes fragilités, dans nos sociétés et pour notre planète.

Pourtant, ces défis formidables ne suscitent pas l'humilité, mais l'arrogance.

Au lieu de suivre la voie de la solidarité, nous sommes dans une impasse qui mène à la destruction.

Dans le même temps, une autre maladie se propage aujourd'hui dans le monde : le fléau de la méfiance.

Quand les gens voient les promesses de progrès anéanties par les réalités d'un quotidien éprouvant...

Quand ils voient leurs droits fondamentaux et leurs libertés restreints...

Quand ils voient autour d'eux la petite – et la grande – corruption...

Quand ils voient des milliardaires se balader dans l'espace alors que des millions de personnes sur terre ont faim...

Quand les parents voient pour leurs enfants des lendemains plus sombres encore que l'adversité à laquelle ils sont confrontés aujourd'hui...

Et quand les jeunes ne voient aucun lendemain...

Les personnes pour lesquelles nous œuvrons et que nous représenterions pourraient perdre la foi non seulement dans leurs gouvernements et leurs institutions, mais aussi dans les valeurs qui animent le travail de l'ONU depuis plus de 75 ans.

Paix. Droits humains. Dignité de toutes et tous. Égalité. Justice. Solidarité.

Jamais auparavant les valeurs fondamentales n'ont été aussi menacées.

Une rupture de la confiance entraîne une rupture des valeurs. À quoi bon des promesses si les gens ne voient pas de résultats dans leur vie quotidienne.

Quand le résultat n'est pas au rendez-vous, place est faite à certaines des pulsions les plus sinistres de l'humanité.

Cela alimente les solutions faciles, les pseudo-solutions et les théories du complot.

Cela attise les griefs anciens. La suprématie culturelle. La domination idéologique. La misogynie violente. La mise en joue des personnes les plus vulnérables, notamment les réfugiés et les migrants.

Mesdames et Messieurs les représentants,

L'heure de vérité a sonné.

Le moment est venu d'agir.

Le moment est venu de redonner confiance.

Le moment est venu de raviver l'espoir.

Et de l'espoir, j'en ai !

Les problèmes que nous avons créés sont des problèmes que nous pouvons résoudre.

L'humanité a montré que rien ne l'arrêterait quand tout le monde travaillait main dans la main.

C'est la raison d'être des Nations Unies.

Mais soyons francs. Le système multilatéral actuel a ses limites : ses instruments et ses capacités ne suffisent pas pour assurer l'efficacité de la gouvernance des biens publics mondiaux.

Ce système est trop axé sur le court terme.

Nous devons renforcer la gouvernance mondiale. Nous devons nous concentrer sur l'avenir. Nous devons renouveler le contrat social. Nous devons adapter l'ONU à une nouvelle ère.

C'est pourquoi j'ai présenté comme je l'ai fait mon rapport sur Notre Programme commun.

Ce programme offre une analyse à 360 degrés de l'état de notre monde, accompagnée de 90 recommandations concrètes visant à relever les défis d'aujourd'hui et à renforcer le multilatéralisme de demain.

Notre Programme commun s'appuie sur la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat.

Il s'inscrit dans le droit fil du mandat qui m'a été confié dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU : chercher une voie vers un monde meilleur.

Mais pour atteindre cette terre de promesses, nous devons combler de grands fossés.

Excellences, Mesdames et Messieurs les représentants,

Pour moi, il y a 6 grands fossés – 6 Grands canyons – que nous devons combler maintenant.

Premièrement, nous devons combler le fossé qui nous sépare de la paix.

Pour bien trop de personnes, partout dans le monde, la paix et la stabilité restent un rêve lointain.

En Afghanistan, où nous devons redonner de l'élan à l'aide humanitaire et défendre les droits humains, en particulier ceux des femmes et des filles.

En Éthiopie, où nous demandons à toutes les parties de cesser immédiatement les hostilités, de garantir l'accès humanitaire et de créer les conditions nécessaires à l'ouverture d'un dialogue politique conduit par les Éthiopiennes et les Éthiopiens.

Au Myanmar, où nous réaffirmons notre soutien indéfectible au peuple, qui aspire à la démocratie, à la paix, aux droits humains et à l'état de droit.

Au Sahel, où nous sommes engagés à mobiliser l'aide internationale en faveur de la sécurité, du développement et de la gouvernance de la région.

Ailleurs encore, comme au Yémen, en Libye et en Syrie, où nous devons sortir de l'impasse et tout faire pour que la paix soit instaurée.

En Israël et en Palestine, où nous exhortons les dirigeants à reprendre un dialogue constructif et à reconnaître que la solution des deux États est la seule voie pouvant conduire à une paix juste et globale.

En Haïti et dans tant d'autres pays laissés pour compte, où nous sommes solidaires à chaque mesure prise pour sortir de la crise.

Mesdames et Messieurs les représentants,

Nous assistons à une flambée des prises de pouvoir par la force.

Les coups d'État militaires reprennent.

Et la désunion de la communauté internationale n'aide pas.

Les clivages géopolitiques sapent la coopération internationale et empêchent le Conseil de sécurité de prendre les décisions qui s'imposent.

Un sentiment d'impunité s'installe.

Et pourtant, il sera impossible de relever les prodigieux défis de l'économie et du développement tant que les deux plus grandes économies du monde seront en désaccord l'une avec l'autre.

Hélas, je crains fort que notre monde ne s'achemine vers deux ensembles de règles économiques, commerciales, financières et technologiques bien distincts, deux conceptions opposées du développement de l'intelligence artificielle – et finalement deux stratégies militaires et géopolitiques différentes.

Ce serait la garantie de problèmes à venir. Bien moins prévisibles que la guerre froide.

Pour redonner confiance et raviver l'espoir, nous avons besoin de coopération. Nous avons besoin de dialogue. Nous devons nous entendre.

Nous devons investir dans la prévention des conflits et le maintien et la consolidation de la paix. Nous devons faire avancer le désarmement nucléaire et l'action que nous menons ensemble contre le terrorisme.

Nous devons agir dans le profond respect des droits humains. Et nous devons nous munir d'un nouvel Agenda pour la paix.

Mesdames et Messieurs les représentants,

Deuxièmement, nous devons combler le fossé climatique. Pour ce faire, il faut rétablir la confiance entre Nord et Sud.

Et cela commence en faisant tout ce que nous pouvons dès maintenant pour assurer le succès de la Conférence de Glasgow.

Il faut que tous les pays se montrent plus ambitieux dans trois grands domaines d'action : l'atténuation, le financement et l'adaptation.

Plus d'ambition en matière d'atténuation, cela veut dire que les pays s'engagent à atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle et à se fixer des objectifs concrets de réduction des émissions pour 2030 qui nous permettent d'y parvenir, et qui s'appuient sur des mesures réalisables dans l'immédiat.

Plus d'ambition en matière de financement – cela veut dire que les pays en développement reçoivent les 100 milliards de dollars par an qui leur ont été promis pour l'action climatique, en mobilisant pleinement les ressources des institutions financières internationales et aussi celles du secteur privé.

Plus d'ambition en matière d'adaptation – cela veut dire que les pays développés tiennent la promesse qu'ils ont faite d'apporter un soutien crédible aux pays en développement afin de renforcer la résilience et de sauver des vies et des moyens de subsistance.

Cela veut dire que 50 % de tous les financements climatiques fournis par les pays développés et les banques multilatérales de développement devraient être

Assemblée générale



consacrés à l'adaptation.

La Banque africaine de développement a montré la voie en 2019 en allouant la moitié de ses financements climatiques à l'adaptation.

Certains pays donateurs ont suivi son exemple. Il faut que tous en fassent autant.

Le message que j'adresse à chaque État Membre est le suivant : n'attendez pas que d'autres fassent le premier pas. Faites votre part.

Partout dans le monde, nous constatons que la société civile – menée par les jeunes – est pleinement mobilisée pour faire face à la crise climatique.

Le secteur privé s'engage de plus en plus.

Il faut que les gouvernements aussi mobilisent tous leurs pouvoirs en matière de politique financière pour faire la transition vers l'économie verte.

En imposant les émissions de carbone et la pollution plutôt que le revenu des ménages, afin de faciliter le passage à des emplois verts durables.

En arrêtant de subventionner les combustibles fossiles et en dégageant des ressources à réinvestir dans la santé, l'éducation, les énergies renouvelables, les systèmes alimentaires durables et la protection sociale.

En s'engageant à ne pas construire de nouvelles centrales à charbon. Si toutes celles qu'il est prévu d'ouvrir entrent en service, non seulement nous dépasserons nettement 1,5 degré, mais nous serons bien au-dessus de 2 degrés.

Les objectifs de Paris partiront en fumée.

Nous sommes face à une urgence planétaire.

Nous avons besoin de coalitions de solidarité – entre les pays qui sont encore fortement tributaires du charbon et ceux qui ont les moyens financiers et techniques de financer leur transition.

Nous pouvons et nous devons agir.

Mesdames et Messieurs les représentants,

Troisièmement, nous devons combler le fossé entre riches et pauvres, dans les pays et d'un pays à l'autre.

Cela commence par mettre fin à la pandémie, partout et pour tout le monde.

Nous avons besoin de toute urgence d'un plan de vaccination mondial permettant de faire au moins doubler la production et d'acheminer des vaccins à 70 % de la population au premier semestre 2022.

Ce plan pourrait être exécuté par une équipe spéciale d'urgence composée de producteurs actuels et potentiels de vaccins, de l'Organisation mondiale de la Santé, de partenaires du dispositif Accélérateur ACT et des institutions financières internationales, en collaboration avec les sociétés pharmaceutiques.

Nous n'avons pas de temps à perdre.

Une reprise asymétrique creuse les inégalités.

Les pays riches pourraient retrouver les taux de croissance d'avant la pandémie d'ici la fin de l'année, tandis que les retombeées de la crise sanitaire pourraient se faire sentir pendant des années dans les pays à faible revenu.

Est-ce bien étonnant ?

Les économies avancées investissent près de 28 % de leur produit intérieur brut dans la reprise économique.

Pour les pays à revenu intermédiaire, ce chiffre tombe à 6,5 %. Et il chute à 1,8 % pour les pays les moins avancés – un pourcentage infime d'un montant très inférieur.

En Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international prévoit que la croissance économique cumulée par habitant pour les cinq prochaines années devrait être égale au quart de ce qu'elle est dans le reste du monde.

De nombreux pays ont besoin d'injections d'urgence de liquidités.

Je me réjouis que le Fonds monétaire international ait émis 650 milliards de dollars de Droits de tirage spéciaux.

Mais ces droits vont en grande partie aux pays qui en ont le moins besoin.

Les économies avancées devraient réaffecter l'excédent de leurs DTS aux pays qui en ont vraiment besoin.

Les DTS ne sont pas la panacée.

Mais ils permettent une reprise et une croissance durables.

Je renouvelle aussi mon appel en faveur d'une réforme de l'architecture de la dette internationale, qui doit être plus équitable.

L'Initiative de suspension du service de la dette doit être prolongée jusqu'en 2022 et devrait être accessible à tous les pays vulnérables et à tous les pays à revenu intermédiaire très endettés qui le demandent.

C'est ça, la solidarité en action.

Les États ne devraient pas avoir à choisir entre assurer le service de la dette et être au service de la population.

Une véritable solidarité internationale permettrait d'établir à l'échelle nationale un nouveau contrat social prévoyant une couverture sanitaire universelle et la protection du revenu, d'offrir à toutes et à tous un logement, un travail décent et une éducation de qualité pour toutes et tous et d'éliminer la discrimination et la violence contre les femmes et les filles.

J'engage les pays à procéder à des réformes fiscales et à mettre enfin un terme à la fraude fiscale, au blanchiment d'argent et aux flux financiers illicites.

Et pour l'avenir, face aux grands risques mondiaux, nous devons nous doter d'un meilleur système de prévention et de préparation ; nous devons suivre les recommandations du Groupe in-

dépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie.

J'ai fait de nombreuses autres propositions dans Notre Programme commun, parmi lesquelles une plateforme d'urgence et un laboratoire pour l'avenir.

Quatrièmement, nous devons combler le fossé entre les genres.

Le COVID-19 a mis à nu et exacerbé la plus vieille injustice du monde : le déséquilibre de pouvoir entre les hommes et les femmes.

Lorsque la pandémie a frappé, les femmes représentaient la majorité des travailleurs de première ligne. Elles ont été les premières à perdre leur emploi et les premières à mettre leurs carrières en suspens pour s'occuper de leurs proches.

Les fermetures d'écoles ont touché les filles de manière disproportionnée, freinant leurs parcours et augmentant les risques d'abus, de violence et de mariage d'enfants.

Comblant le fossé entre les femmes et les hommes n'est pas seulement une question de justice pour les femmes et les filles.

Cela change la donne pour l'humanité tout entière.

Les sociétés plus égalitaires sont aussi plus stables et plus pacifiques. Elles ont de meilleurs systèmes de santé et des économies plus dynamiques.

L'égalité des femmes est essentiellement une question de pouvoir. Si nous voulons résoudre les problèmes les plus difficiles de notre époque, nous devons de toute urgence transformer notre monde dominé par les hommes et changer l'équilibre du pouvoir.

Cela requiert plus de femmes dirigeantes dans les parlements, les cabinets ministériels et les conseils d'administration. Cela exige que les femmes soient pleinement représentées et puissent apporter leur pleine contribution partout.

J'exhorte les gouvernements, les entreprises et les autres organisations à prendre des mesures audacieuses, y compris des critères de référence et des quotas, pour établir la parité hommes-femmes à tous les niveaux de la hiérarchie.

À l'Organisation des Nations Unies, nous avons atteint cela au sein de l'équipe dirigeante et parmi les responsables de bureaux de pays. Nous continuerons jusqu'à ce que nous parvenions à la parité à tous les niveaux.

Dans le même temps, nous devons nous opposer aux lois régressives qui institutionnalisent la discrimination de genre. Les droits des femmes sont des droits humains.

Les plans de relance économique devraient accorder une place centrale aux femmes, notamment par des investissements à grande échelle dans

l'économie des soins.

Et nous devons adopter un plan d'urgence pour lutter contre la violence de genre dans chaque pays.

Pour atteindre les Objectifs de développement durable et bâtir un monde meilleur, nous pouvons et nous devons combler le fossé entre les femmes et les hommes.

Mesdames et Messieurs les représentants,

Cinquièmement, pour redonner confiance et raviver l'espoir, nous devons réduire la fracture numérique.

La moitié de l'humanité n'a pas accès à l'Internet. Nous devons faire en sorte que tout le monde soit connecté d'ici à 2030.

Telle est la vision de mon Plan d'action de coopération numérique : saisir les promesses du numérique tout en se prémunissant contre ses dangers.

L'un des plus grands périls auxquels nous sommes confrontés, c'est le pouvoir croissant des plateformes numériques et l'utilisation des données à des fins néfastes.

Une vaste bibliothèque d'informations est en train d'être constituée sur chacun d'entre nous. Et nous n'y avons même pas accès.

Nous ne savons pas comment ces informations ont été recueillies, par qui, ni dans quels buts. Mais nous savons que nos données sont utilisées à des fins commerciales, pour augmenter encore les profits.

Nos comportements et habitudes deviennent des produits qui sont vendus comme des contrats à terme.

Nos données sont également utilisées pour influencer nos perceptions et nos opinions.

Les gouvernements – et d'autres entités – peuvent les exploiter pour contrôler ou manipuler le comportement des citoyens, bafouant ainsi les droits humains des individus ou groupes et sapant la démocratie.

Ce n'est pas de la science-fiction. C'est notre réalité d'aujourd'hui.

Et cela exige un débat sérieux. Il en va de même pour d'autres dangers de l'ère numérique.

Je suis par exemple certain que toute future confrontation majeure – et j'espère évidemment qu'une telle confrontation n'aura jamais lieu – commencera par une cyberattaque massive.

Quels cadres juridiques nous permettraient de faire face à une telle situation ?

Aujourd'hui, des armes autonomes peuvent prendre pour cible des personnes et les tuer sans intervention humaine. De telles armes devraient être interdites.

Mais il n'y a pas de consensus sur la manière de réglementer ces technologies.

Afin de rétablir la confiance et raviver l'espoir, nous devons placer les droits humains au cœur de nos efforts pour que l'avenir

numérique de tous soit sûr, équitable et ouvert.

Excellences, Mesdames et Messieurs les représentants, **Sixièmement, enfin, nous devons combler le fossé entre les générations.**

Les jeunes devront vivre avec les conséquences de nos décisions – bonnes et mauvaises.

Dans le même temps, à la fin du siècle, il devrait y avoir 10,9 milliards de personnes sur la planète.

Nous avons besoin de leurs talents, de leurs idées et de leur énergie.

Notre Programme commun propose qu'un sommet sur la Transformation de l'éducation soit organisé l'an prochain pour faire face à la crise de l'enseignement et offrir davantage de possibilités aux 1,8 milliard de personnes que compte la jeunesse d'aujourd'hui.

Mais les jeunes ont besoin de plus.

Ils doivent être assis à la table de négociations.

Je compte nommer un Envoyé spécial pour les générations futures et créer un bureau des Nations Unies pour la jeunesse.

Et les contributions des jeunes seront essentielles pour le Sommet sur le futur proposé dans Notre Programme commun.

Les jeunes ont besoin d'un projet porteur d'espoir pour l'avenir.

Des études récentes menées dans une dizaine de pays ont montré que l'état de notre planète plongeait la plupart des jeunes dans une angoisse et une détresse profondes.

Environ 60 % de votre futur électoral se sent trahi par son gouvernement.

Nous devons prouver aux enfants et aux jeunes que, malgré la gravité de la situation, le monde a un plan – et que les gouvernements s'engagent à le concrétiser.

Nous devons agir maintenant pour combler ces grands fossés et sauver l'humanité et la planète.

Mesdames et Messieurs les représentants,

Si la mobilisation est réelle, nous pourrions tenir notre promesse d'un monde meilleur, plus pacifique.

C'est la force motrice de Notre Programme commun.

Le meilleur moyen pour un gouvernement de défendre les intérêts de ses propres citoyens, c'est de défendre notre avenir commun.

L'interdépendance est la logique du XXIe siècle.

C'est l'idée qui guide l'Organisation des Nations Unies.

L'heure est venue d'agir.

C'est une ère de transformation qui s'ouvre.

L'ère du renouveau du multilatéralisme.

Une ère de possibilités.

Ensemble, nous devons redonner confiance. Nous devons raviver l'espoir.

Sans plus attendre. **Je vous remercie.**



AVIS DE RECRUTEMENT

RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ÉTUDES POUR LES SERVICES D'ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR LE PROJET D'APPUI À L'ÉLECTRIFICATION RURALE PAR SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE DANS LA RÉGION DU LIPTAKO-GOURMA (MALI, NIGER, BURKINA FASO)

Dans le cadre du projet d'énergies renouvelables dans le LIPTAKO-GOURMA, l'UNOPS souhaite recruter un bureau d'études pour des études de faisabilité pour le projet d'Appui à l'Électrification rurale par systèmes d'énergie renouvelable dans la région du Liptako-Gourma.

L'étude de faisabilité qui en résulte comprendra, entre autres, une présentation claire de la viabilité technique, réglementaire et financière de la mise en œuvre d'un mini-réseau sur chaque site, ainsi que des risques, des impacts environnementaux et sociaux et des mesures d'atténuation correspondantes, et un plan de mise en œuvre qui présentera la voie pour la réalisation réussie de chaque projet et donc l'électrification réussie de chaque village en utilisant un modèle financièrement durable.

Le Consultant exécutera ses services selon les besoins et comme décrit dans les termes de références.

REMARQUE IMPORTANTE: Les fournisseurs intéressés devront répondre à cet avis au moyen du système eSourcing de l'UNOPS, accessible sur le portail de l'UNGM. Afin de pouvoir accéder à l'ensemble des détails de l'avis, demander des clarifications et soumettre une réponse sur le système, les fournisseurs doivent être inscrits sur le portail de l'UNGM en tant que fournisseurs de l'UNOPS et être connectés sur l'UNGM. Comme documents d'orientation quant aux processus d'inscription sur l'UNGM et de soumission de réponses aux avis de l'UNOPS sur le système eSourcing, **veuillez consulter le guide utilisateur et les autres ressources disponibles à l'adresse suivante : <https://esourcing.unops.org/#/Help/Guides>**



AVIS D'APPEL D'OFFRES

N° : CONE/RFP/10/2021/001

POUR LES TRAVAUX DE FOURNITURE ET INSTALLATION DE SYSTEME DE CONTROLE D'ACCES ET DE VIDEO SURVEILLANCE POUR LE BUREAU DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT A NIAMEY EN REPUBLIQUE DU NIGER

La Banque Africaine de Développement (BAD) invite, par le présent Appel d'offres, les soumissionnaires éligibles à présenter leurs offres sous pli fermé, pour les travaux de fourniture et installation de système de contrôle d'accès et de vidéo surveillance pour le Bureau de la Banque Africaine de Développement à Niamey République du Niger.

1. Le dossier complet d'appel d'offres est téléchargeable sur le site web de la Banque à l'adresse suivante : <http://www.afdb.org/en/about-us/corporate-procurement/procurement-notices/current-solicitations>. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires en adressant une demande à l'adresse électronique suivante :

TENDER_CONE@AFDB.ORG

2. Les entreprises éligibles sont invitées à soumettre leur offre en Français, sous pli scellé en cinq (05) exemplaires (1 original + 4 copies) par courrier ou en main propre au plus tard le 1er novembre 2021 à 17h00, heure locale Niamey à l'adresse ci-dessous en mentionnant clairement la référence de l'Appel d'offres en caractères gras, de façon bien lisible et bien en vue.

**Banque Africaine de Développement
Bureau National du Niger**

**Immeuble ICON --, Avenue des Armées Niamey-Nouveau Marché
Adresse : BP 13116 Niamey
Appel d'Offres N° :
CONE/RFP/10/2021/001
Objet : Travaux de fourniture et installation de système de contrôle d'accès et de vidéo surveillance pour le bureau national de la BAD à Niamey, au Niger.**

Date limite fixée pour le dépôt des offres : 1er novembre 2021 à 17h00 (heure locale Niamey)

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Afin de permettre aux soumissionnaires de mieux préparer leurs offres et disposer de toutes les informations nécessaires, une conférence virtuelle avant la soumission est prévue le 18 octobre 2021 à 10h00 GMT. Les représentants des soumissionnaires potentiels sont invités à se connecter dès 09h50 au lien qui leur sera transmis. A cet effet, veuillez confirmer votre participation à travers l'adresse TENDER_CONE@AFDB.ORG au plus tard le 14 octobre 2021 à 15h00 GMT.

3. Les offres doivent être valides durant une période de 90 jours suivant la date limite de dépôt des offres.

4. Toute offre soumise en retard sera rejetée.

OFFICE NOTARIAL HARISSOU AYOUBA

Boulevard de Zamaganda
BP: 55048 Niamey (Niger)
Tél: 96-87-75-63/92-26-67-10

AVIS DE RADIATION

Avis est donné par **Maitre Harissou AYOUBA**, Notaire à la résidence de Niamey, qu'aux termes d'une déclaration en date du 05 octobre 2021, l'Exploitant de l'entreprise individuelle dénommée « Tous Travaux d'Impression » a décidé de la radiation de ladite société du RCCM pour cause de transformation en société suivant dépôt au greffe des pièces et formalités inscrites sous le numéro **NE-NIA-2021-M-350** en date du 05 octobre 2021.

Pour Avis, le Notaire
Maitre Harissou Ayoub

REPUBLIQUE DU NIGER ASSEMBLEE NATIONALE

COMMUNIQUE DE DECES

Le Président de l'Assemblée Nationale a le profond regret d'annoncer le décès de l'ancien député **ABOUBAKAR EL HADJI MOUSTAPHA**, décès survenu le **05 Octobre 2021** à Zinder des suites d'une courte maladie à l'Age de 49 ans.

Feu ABOUBAKAR EL HADJI MOUSTAPHA était député national au cours de la 1^{ère} Législature de la 7^{ème} République au titre de la Circonscription Electorale de la région de Diffa.

L'enterrement a eu lieu le mercredi 06 Octobre 2021 à Diffa.

Député Affable, courtois, rigoureux et dynamique dans le travail parlementaire, il jouissait de l'estime de ses collègues ainsi que de l'ensemble du personnel de l'Assemblée nationale.

A sa famille éplorée, à ses parents, amis et connaissances, le Président de l'Assemblée nationale présente, au nom de l'ensemble des députés, du personnel administratif de l'Assemblée nationale et en son nom propre ses condoléances les plus attristées.

Que Dieu le tout puissant, l'accepte dans son paradis éternel, Amen !

Le Secrétaire Général
BOUBACAR TIÉMOGO

AVIS DE PERTE

A la requête de Monsieur **ABDOU MAGAGI ABDOUL RACHID**, et au vu de l'attestation de perte N°16.369/DPVN DU 06/10/2021, et de la certification en date du 01/10/2021 délivrée par le Chef de Service des Archives et de la Documentation de la commune rurale de Liboré, avis est donné de la perte d'un acte de cession d'immeuble non bâti sis à Liboré, portant sur la parcelle E, îlot 5902, lotissement Kobontafa, au nom de monsieur **BADJE OUNTEINI SOULEY**.

Toute personne qui l'aurait retrouvé, est priée de bien vouloir le déposer à l'Etude Notariale susmentionnée.

Pour avis, Maitre **SALE MAMAN Habibou**,

AVIS DE PERTE

Avis est donné par l'ETUDE NOTARIALE ABOUBACAR Amina, sise à Niamey (NIGER), 31, Rue de la Libye, Quartier Maisons Economiques, BP : 675, Tél : 20 73 43 87, de la perte de l'acte de cession d'immeuble non-bâti portant sur la parcelle N°4, de l'îlot N°972, d'une superficie de trois cent (300 m2), sise à Niamey lotissement Kalley Nord au nom de Monsieur **Aboubacar Abba Oumarou**.

Prière à toute personne qui les aurait retrouvés de bien vouloir les déposer à l'Etude ci-dessus indiquée ou au Service des Affaires Domaniales de la Ville de Niamey.

Pour avis, Maitre **ABOUBACAR Amina**

Forum régional de concertation sur l'hydraulique et de l'assainissement à Tillabéri

Les acteurs planchent sur l'opérationnalisation du plan transfert des compétences et de ressources de l'Etat aux collectivités territoriales

Tillabéri a abrité le weekend dernier, le Forum régional de concertation avec les collectivités territoriales décentralisées dans le domaine de l'hydraulique et de l'assainissement sous le thème, "Opérationnalisation du plan transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales".

Cette rencontre de deux jours a été initiée pour éduquer les participants sur des communications sur les outils de gestion et de développement du secteur de l'eau et de l'assainissement.

« La présente rencontre est l'occasion d'échanger sur nos stratégies et approches de mise en œuvre des actions, en vue de répondre aux attentes de nos laborieuses populations dans le secteur de l'eau et de l'assainissement », a notifié le Conseiller technique du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, M. Tankari Chaibou, dans son discours d'ouverture.

« Parmi les nobles ambitions qui animent les plus Hautes autorités de la 7ème République, figure en bonne place l'accès des populations à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement dont,

le Président de la République en a fait son cheval de bataille dans le cadre de son Programme de Renaissance Acte 3 », a souligné M. Tankari Chaibou.

« Dans le domaine de l'hydraulique et de l'assainissement, ce transfert de compétences et des ressources place désormais la région collectivité territoriale et la commune dans leurs responsabilités par l'exercice de la maîtrise d'ouvrage intégrale », a-t-il indiqué.

« Toutefois, a-t-il expliqué, en dépit de multiples renforcements des capacités dont ont bénéficié les acteurs concernés, des problèmes de gestion et de maintenance des point d'eau se posent toujours ».

« Aussi, le renouvellement des acteurs à la tête des collectivités territoriales, nous impose d'échanger sur la problématique afin d'apporter des solutions idoines et pé-



Lors de l'ouverture du forum

rennes », a-t-il ajouté.

M. Tankari Chaibou a, par ailleurs fait savoir que, « cet exercice de transfert des compétences aux collectivités territoriales en matière d'infrastructures hydraulique et d'assainissement ne peut réussir que, lorsque les collectivités territoriales reçoivent un encadrement de proximité adéquat qui nécessite la présence des ressources humaines et financières suffisantes ». « Aussi, la clé de réussite de cette opération consiste-t-elle à intensifier les actions de formation et de communication pour accompagner progressivement les collectivités territoriales dans l'exercice de la maîtrise d'ouvrage », a-t-il ajouté.

M. Tankari Chaibou a enfin, remercié les partenaires techniques et financiers et ONGs qui accompagnent le Gouvernement dans ses efforts du développement du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Le Gouverneur sortant de la région de Tillabéri, M. Ibrahim Tidjani Katiella a, auparavant pris la parole pour indiquer que, « cette rencontre de concertation intervient à un moment où, le guide Service Publique de l'eau révisé et adopté est en train d'être vulgarisé, ce qui permettra selon lui, aux nouvelles autorités des collectivités territoriales de bien s'imprégner de leurs rôles et responsabilités dans le do-

maine de l'eau et de l'assainissement ».

Le Représentant de l'UNICEF, M. Hubert Onibon a, quant à lui, déclaré que, « cet atelier est la porte d'ouverture pour les discussions très profondes en ce qui concerne la planification au niveau locale de la fourniture des services d'eau, d'hygiène et de l'assainissement, y compris la promotion des règles élémentaires d'hygiène et d'assainissement, à l'amélioration du cadre de vie des populations ».

« C'est aussi une opportunité d'amener les autorités locales à s'approprier des outils politique et stratégique développés par le Gouvernement, afin d'assurer une durabilité de la fourniture de ces services et ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs du Gouvernement », a-t-il ajouté.

Ce forum a été organisé avec l'appui financier du mécanisme commun de financement, (MCF) du programme sectoriel eau hygiène et assainissement, PHRAFEA, UNICEF.

Mahalmoudou Touré Maïmouna
ANP/ONEP

Premier conseil syndical ordinaire du SYNOPSIS

Pour une meilleure prise en compte des doléances des agents

Le Syndicat National du Personnel de l'Information Statistique (SYNPIS) a tenu le mercredi 29 septembre dernier son premier conseil syndical à Niamey. Au cours de ces assises, le BEN/SYNOPSIS a présenté aux participants les bilans physique et financier à mi-parcours du mandat 2019-2022, et les perspectives avant le sixième (6^{ème}) congrès qui se tiendra en octobre 2022.

Des résolutions et recommandations ont été formulées à cette occasion pour prendre en compte les nouvelles doléances des agents de l'INS dans le but d'accomplir la mission qui leur est dévolue à savoir : mettre à la disposition du gouvernement du Niger et les Partenaires au Développement des données de qualité pour la prise des décisions.

En procédant à l'ouverture des travaux, la représentante du directeur général de l'INS, Mme Omar Haoua Ibrahim a demandé aux participants de formuler d'importantes recommandations qui seront mises en œuvre dans l'intérêt du personnel de l'INS et du Niger en général. « L'administration et les structures syndicales ne sont pas des adversaires mais plutôt des partenaires qui doivent lutter en-

semble pour le bien être du personnel de l'Information Statistique », a dit Mme Omar Haoua Ibrahim.

Pour sa part, le représentant de la CDTN M. Ibro Kané a salué la tenue de ce premier conseil syndical ordinaire qui témoigne de l'engagement des responsables du SYNOPSIS à se conformer et à appliquer rigoureusement les textes fondamentaux régissant leur organisation syndicale. « Cela démontre, si besoin en est, le sérieux qui caractérise les affiliés de la CDTN qui tiennent toujours compte du respect du mandat dans la tenue des instances statutaires », a-t-il témoigné.

Auparavant, le secrétaire général du Syndicat National du Personnel de l'Information Statistique (SYNPIS), M. Maman Achoura Salha a notifié que l'INS du Niger a été classé

deuxième parmi INS de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et quatrième parmi les INS de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), selon le niveau global de la capacité statistique calculé par la Banque Mondiale en 2020. « Cette performance de l'INS du Niger est le résultat du sacrifice consenti par les agents de l'INS durant (17) années de travail sans répit malgré des conditions de travail parfois difficiles liées le plus souvent à l'insuffisance des crédits alloués par l'Etat. A cet effet, le BEN/SYNOPSIS demande au gouvernement d'accélérer l'adoption de la loi statistique modifiée qui a été transmise au Secrétariat Général du Gouvernement il y a plus de quatre années. Cette loi une fois adoptée, permettra de doter le Système Statistique National (SSN) du Niger, de moyens financiers importants pour mener toutes les grandes opérations de collecte de données sans contrainte, et élaborer les différentes publications statistiques dans le cadre de la mise en œuvre des poli-



Les responsables du SYNOPSIS lors du conseil syndical

tiques de développement du gouvernement », a-t-il précisé. Par ailleurs, M. Maman Achoura Salha a exhorté le Premier Ministre, Chef du Gouvernement SE. Ouhoumoudou Mahamadou, d'instruire tous les ministres qui ont supprimé leurs Directions des Statistiques à revoir la réorganisation de leurs ministères respectifs, pour restaurer ces Directions stratégiques, en vue de consolider tous les acquis en matière de production de données statistiques sectorielles.

Notons que l'INS organisera deux (2) grandes opérations de collecte qui sont respectivement le Recensement Général des

Entreprises du Niger (REGEN) et le Recensement Général de la Population (RGPH) en 2021 et 2022. Pour cela, M. Maman Achoura Salha a demandé à ses camarades de l'INS du niveau central et régional, de s'impliquer pleinement pour une parfaite réussite de ces deux (2) recensements. « Aussi, j'exhorte la Direction Générale de l'INS de procéder à un recrutement transparent des agents recenseurs, et de conduire de manière rigoureuse la collecte de données sur le terrain de ces opérations de grande envergure », a-t-il dit.

Abdoul-Aziz Ibrahim

République du Niger CABINET DU PREMIER MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT DIRECTION DES RESSOURCES		Marchés Publics																	
PLAN PRÉVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS 2021																			
ADDITIF N°																			
DONNÉES SUR LA PASSATION DES MARCHÉS																			
Ref. No. (1)	Objet du marché	PRM	Prévis*/Réalisé*	GENERALITES			DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES					EVALUATION DES OFFRES			EXECUTION				
				Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Accord DGCMP pour MNED (5)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au CF (6)	Date de réception avis de la DGCMP ou du CF (7)	Date non objection du PTF (8)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date non objection du PTF (13)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement comptable(15)	Delai d'exécution (16)	Source de Financement (17)	
01	Mobilier et matériel de logement	SOQ	Réalisation	DC							11/10/21	15/10/21	15/10/21	26/10/21		02/11/21	11/11/21	10 jrs	BN
	Mobilier et outillage technique pour la Direction du journal officiel	SOQ	Prévision	DC							13/10/21	20/10/21	20/10/21	20/10/21		05/11/21	10/11/21	15 jours	BN
02			Réalisation																
COÛT TOTAL PREVISION																			
COÛT TOTAL REALISATION																			
ECART PREVISION ET REALISATION																			

AVIS DE PERTE

Il est donné avis, de la perte de l'acte de cession de la parcelle N°G, sise à Niamey, de l'ilot 6713 du Lotissement ZAM KOUARA au nom de Monsieur AMADOU NIANDOU.

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer à l'Etude Maître SOULEYMANE GARBA, Notaire à la résidence de Niamey (NIGER), Quartier Cité Poudrière Avenue du Damergou, Boite Postale: 11.167, Tél: 20.74 1264 ou au Service des Affaires Domaniales de Niamey.

Pour avis, Maître SOULEYMANE GARBA,

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de l'acte de cession sis à Niamey, Lotissement KOIRA KANO D, ilôt 3215, parcelle G, d'une superficie de 870 m², au nom de M. ABDOU SALEY HOUSSEINI.

Prière à toute personne qui l'aurait trouvé de bien vouloir le déposer à l'Etude Notariale de Maître WASSIRI IBRAHIM Sidi Chaffa, Notaire à la résidence de Niamey (République du Niger) BP : 11 241, Tél. : +227 20 33.03.30, E-mail : sidichafgyahoo.fr, ou au service domaniale de la communauté urbaine de Niamey.

Pour avis, Maître WASSIRI IBRAHIM Sidi Chaffa

AVIS DE PERTE

Avis est donné par L'Étude de Maître SEIDOU YAYE Harouna, Notaire à la Résidence de Niamey, Boulevard de l'indépendance, Yantala Haut, BP 13269(République du Niger) de la perte d'un acte de cession d'immeuble non-bâti formant la parcelle K de l'ilot 12568, lotissement Ballaré, au nom de Madame Aïssata DJIBO ALI

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer au service du cadastre des affaires domaniales de la commune rurale de Karma ou à l'Etude ci-dessus indiquée.

Pour avis, Maître SEIDOU YAYE Harouna,

AVIS DE PERTE

Avis est donné par L'Étude de Maître SEIDOU YAYE Harouna, Notaire à la Résidence de Niamey, Boulevard de l'indépendance, Yantala Haut, BP 13269(République du Niger) de la perte d'un acte de cession d'immeuble non-bâti formant la parcelle B de l'ilot 12568, lotissement Ballaré, au nom de Madame Aïssata DJIBO ALI

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer au service du cadastre des affaires domaniales de la commune rurale de Karma ou à l'Etude ci-dessus indiquée.

Pour avis, Maître SEIDOU YAYE Harouna,

République du Niger PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ANGENCE NATIONALE DE L'ECONOMIE DES CONFERENCES ANEC		Marchés Publics																	
Plan de passation et d'engagement des marchés : 2021																			
ADDITIF1																			
DONNÉES SUR LA PASSATION DES MARCHÉS DU PROJET POLES RURAUX																			
Ref. No. (1)	Objet du marché	PRM	GENERALITES	DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES					EVALUATION DES OFFRES			EXECUTION							
				Mode de passation du marché (3)	Accord DGCMP/OB pour MNED (5)	Date de l'envoi du projet de DAO au CMPIEF (6)	Date de réception avis du CMPIEF (7)	Date non objection du PTF (8)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis du CMPIEF (12)	Date non objection du PTF (13)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CMPIEF et engagement comptable(15)	Delai d'exécution (16)	Source de Financement (17)		
1	Travaux de Pavage et Construction d'un Parking couvert au Centre International de Conférences Mahatma Gandhi de Niamey	Directeur Général	prévision			04/10/2021	13/10/2021				15/10/2021	15/11/2021	20/11/2021	27/11/2021		06/12/2021	15/12/2021	30 jours	Budget ANEC
			réalisation	ACN															
2	Acquisition et installation des portes double battant au Centre international de Conférences mahatma Gandhi de Niamey	Directeur Général	prévision								06/10/2021	13/10/2021	15/10/2021	22/10/2021		29/10/2021	05/11/2021	30 jours	Budget ANEC
			réalisation	DC															
3	Travaux de réparation de l'étanchéité des toitures en dalles, en tîles y compris les descentes EP du Centre International de Conférences Mahatma Gandhi de Niamey et du Palais des Congrès	Directeur Général	prévision			04/10/2021	13/10/2021				15/10/2021	15/11/2021	20/11/2021	29/11/2021		06/12/2021	15/12/2021	30 jours	Budget ANEC
			réalisation	AON															
COÛT TOTAL REALISATION																			
ECART PREVISION ET REALISATION																			

AOO : Appel d'Offres ouvert
DC : Demande de Cotation
MNED : Marché négocié par entente directe
DGCMP : Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics
ARMP : Autorité de régulation des Marchés Pu-

blicsPTF : Partenaire technique et Financier (Baïlleur de fonds)

Délais de publicité et de réception des offres:
AOO international: 45 jours
AOO national: 30 jours

AOR: 21 jours
MNED: 15 jours
pour mémoire, marché de fournisseur: 7 jours
Délais traitement DGCMP: Avis DGCMP et CF: 7 jours

LE DIRECTEUR GENERAL
M. MOHAMED SAIDIL MOCTAR

● Prix Nobel de littérature 2021 : qui est l'écrivain Abdulrazak Gurnah

Le romancier tanzanien Abdulrazak Gurnah s'est dit "surpris et humble" de recevoir le prix Nobel de littérature 2021.

L'Académie suédoise a loué Gurnah pour sa "pénétration sans compromis et pleine de compassion des effets du colonialisme".

Le prix est décerné par l'Académie suédoise et est doté de 10 millions de couronnes suédoises (1,14 million de dollars / 840 000 livres sterling).

Gurnah, 73 ans, est l'auteur de 10 romans, dont *Paradis et Désertion*.

Il a dit combien il était reconnaissant à l'académie, ajoutant : "C'est tout simplement génial - c'est un prix énorme, et une liste si longue d'écrivains merveilleux - je n'en reviens pas."

"C'était une surprise si totale que j'ai dû attendre de l'entendre annoncer pour y croire."

'Dévouement à la vérité'

Paradise, publié en 1994, raconte l'histoire d'un garçon qui grandit en Tanzanie au début du XXe siècle et est nommé pour le Booker Prize, marquant ainsi sa percée en tant que romancier.

"L'attachement d'Abdulrazak

Gurnah à la vérité et son aversion pour la simplification sont frappants", souligne le comité Nobel de littérature dans un communiqué.

"Ses romans reculent devant les descriptions stéréotypées et ouvrent notre regard sur une Afrique de l'Est culturellement diversifiée et peu familière pour beaucoup dans d'autres parties du monde." "[Ses] personnages se trouvent dans un hiatus entre les cultures et les continents, entre une vie qui fut et une vie qui émerge ; c'est un état d'insécurité qui ne peut jamais être résolu."

Né à Zanzibar en 1948, Gurnah est arrivé en Angleterre en tant que réfugié à la fin des années 1960.

Il a été professeur d'anglais et de littérature postcoloniale à l'université du Kent, à Canterbury, jusqu'à sa récente retraite.

Gurnah est le premier auteur noir africain à avoir remporté le prix depuis Wole Soyinka en 1986.

Il estime que son prix signifie que des questions telles que la crise des réfugiés et le colonialisme,

dont il a fait l'expérience, seront "discutées".

Né à Zanzibar en 1948, Gurnah est arrivé en Angleterre en tant que réfugié à la fin des années 1960.

Il a été professeur d'anglais et de littérature postcoloniale à l'université du Kent, à Canterbury, jusqu'à sa récente retraite.

Gurnah est le premier auteur noir africain à avoir remporté le prix depuis Wole Soyinka en 1986.

Il estime que son prix signifie que des questions telles que la crise des réfugiés et le colonialisme, dont il a fait l'expérience, seront "discutées".

"Ce sont des choses qui sont avec nous tous les jours. Des gens meurent, des gens sont blessés dans le monde entier - nous devons traiter ces questions de la manière la plus aimable qui soit", dit-il.

'Beaucoup plus violent'

"Je suis arrivé en Angleterre à



L'écrivain Abdulrazak Gurnah

une époque où ces mots, comme demandeur d'asile, n'étaient pas tout à fait les mêmes - plus de gens se débattent et fuient les états terroristes".

"Le monde est beaucoup plus violent qu'il ne l'était dans les années 1960, donc il y a maintenant une plus grande pression sur les pays qui sont sûrs, ils attirent inévitablement plus de gens."

Lors d'une interview en 2016, lorsqu'on lui a demandé s'il se qualifierait d'"auteur de littérature postcoloniale et/ou mondiale", Gurnah a répondu : "Je n'utiliserais aucun de ces mots. Je ne me qualifierais pas d'écrivain de quelque nature que ce soit."

"En fait, je ne suis pas sûr que je me qualifierais de quoi que ce soit en dehors de mon nom. Je suppose que si quelqu'un me mettait au défi, ce serait une autre façon de dire : " Êtes-vous un... un de ces... ? ". Je répondrais probablement "non". Précisément, je ne veux pas que cette partie de moi porte un nom réducteur."

Les prix Nobel, qui sont décernés depuis 1901, récompensent des réalisations dans les domaines de la littérature, de la science, de la paix et, plus récemment, de l'économie.

Parmi les anciens lauréats figurent des romanciers comme Ernest Hemingway, Gabriel Garcia Marquez et Toni Morrison, des poètes comme Pablo Neruda, Joseph Brodsky et Rabindranath Tagore, et des dramaturges comme Harold Pinter et Eugene O'Neill.

Le prix de l'année dernière a été remporté par la poétesse américaine Louise Glück.

www.bbc.com/

● Le prix Nobel de la paix attribué aux journalistes Maria Ressa et Dimitri Muratov

Le prix Nobel de la paix 2021 a été décerné aux journalistes Maria Ressa et Dimitri Muratov pour leurs efforts en faveur de la liberté d'expression aux Philippines et en Russie, a annoncé, vendredi, le comité Nobel norvégien.

Le prix Nobel de la paix a sacré cette année le "combat courageux pour la liberté d'expression" de deux journalistes. Le comité norvégien a attribué le prestigieux prix, vendredi 8 octobre, à la Philippine Maria Ressa et au Russe Dimitri Muratov.

Maria Ressa et Dimitri Muratov "sont les représentants de tous les journalistes qui défendent cet idéal dans un monde où la démocratie et la liberté de la presse sont confrontées à des conditions de plus en plus défavorables", a déclaré la présidente du comité Nobel, Berit Reiss-Andersen, à Oslo.

Après l'attribution du prix aux deux journalistes, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé vendredi à défendre la liberté de la presse dans le monde.

"Au moment où nous félicitons les lauréats, réaffirmons le droit à la liberté de la presse, reconnaissons le rôle fondamental des journalistes et renforçons les efforts à tous les niveaux pour soutenir des médias libres, indépendants et pluriels", a-t-il dit dans un communiqué.

Dimitri Muratov dédie son prix à Anna Politkovskaïa

Âgé de 59 ans, Dimitri Muratov, un des fondateurs et rédacteur en chef du journal russe *Novaïa Gazeta*, "a depuis des décennies défendu la liberté d'expression en Russie dans des conditions de plus en plus difficiles", a souligné le jury.

Il a dit dédier son prix à *Novaïa Gazeta* et à ses collaborateurs assassinés pour leur travail et leurs enquêtes. "Ce n'est pas mon mérite personnel. C'est celui de *Novaïa Gazeta*. C'est celui de ceux qui sont morts en défendant le droit des gens à la liberté d'expression", a-t-il dit, cité par l'agence de presse publique TASS, et listant les noms des six journalistes et contributeurs au journal assassinés, dont Anna Politkovskaïa.

Son adjoint, Kirill Martynov, a lui salué un soutien "extrêmement important dans les circonstances actuelles", les médias indépendants et l'opposition étant sous la pression croissante du pouvoir qui a qualifié certains titres d'"agents de l'étranger" et interdit des organisa-

tions critiques du Kremlin.

L'ancien dirigeant soviétique et copropriétaire du journal, Mikhaïl Gorbatchev, s'est félicité d'une "très bonne nouvelle" pour la presse mondiale.

"Je félicite un homme merveilleux, courageux et honnête, un journaliste, mon ami Dimitri Mouratov", a indiqué Mikhaïl Gorbatchev, qui avait utilisé une partie de l'argent de sa propre prime du prix Nobel de la paix pour aider *Novaïa Gazeta* à se lancer.

Régulièrement victime de menaces et de pressions, *Novaïa Gazeta* a vu six de ses collaborateurs être tués depuis sa création en 1993, dont Anna Politkovskaïa, assassinée il y a 15 ans quasiment jour pour jour.

Ironie du sort, le Kremlin a salué vendredi le "courage" et le "talent" de Dimitri Mouratov, après son prix pour son combat en faveur de la liberté d'expression. "Nous pouvons féliciter Dimitri Mouratov. Il travaille en continu en suivant ses idéaux, en les conservant. Il est talentueux et courageux", a déclaré aux journalistes le porte-parole de la présidence russe, Dimitri Peskov.

Le lauréat russe du prix Nobel de la paix, Dimitri Mouratov, a par ailleurs indiqué qu'il aurait remis cette distinction à Alexeï Navalny, bête noire

de Vladimir Poutine et opposant emprisonné.

"J'aurais voté pour la personne sur laquelle pariaient les bookmakers, et cette personne a tout l'avenir devant elle. Je veux dire Alexeï Navalny", a-t-il dit.

Le courage de Maria Ressa face à l'autoritarisme de Rodrigo Duterte Quant à Maria Ressa (58 ans), avec son média d'investigation Rappler cofondé en 2012, "elle utilise la liberté d'expression pour exposer les abus de pouvoir et l'autoritarisme croissant dans son pays natal, les Philippines", dirigé par Rodrigo Duterte, a salué le jury du Nobel.

La journaliste critique du président philippin a exprimé son "choc" à l'annonce du prix et a assuré que Rappler "ne fera que continuer à faire ce que nous faisons".

L'attribution du Nobel de la paix à des journalistes prouve que "rien n'est possible sans les faits", a réagi vendredi la co-lauréate du prix. "Un monde sans faits signifie un monde sans vérité et sans confiance", a-t-elle ajouté lors d'un entretien diffusé en direct sur Rappler.

Maria Ressa et Rappler ont fait l'objet de plusieurs poursuites judiciaires et enquêtes après avoir publié des articles critiques envers

les politiques du gouvernement Duterte, notamment sa guerre contre la drogue. L'ancienne correspondante de CNN est aujourd'hui en liberté provisoire, en attendant le jugement en appel dans une affaire de diffamation.

Elle a reçu en avril le prix de la liberté de la presse décerné par l'Unesco en reconnaissance de son "combat infatigable pour la liberté d'expression".

La liberté de la presse à l'honneur pour la première fois

La liberté de la presse, jamais sacrée jusqu'à présent, figurait parmi les favoris pour cette année, mais les 329 candidatures en lice étaient tenues secrètes.

Le prix - une médaille d'or, un diplôme et une somme de 10 millions de couronnes suédoises (près de 980 000 euros) - doit être physiquement remis le 10 décembre à Oslo, si les conditions sanitaires le permettent.

L'an dernier, le Nobel de la paix avait récompensé le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies pour ses efforts contre la faim dans le monde.

Après la paix, seul Nobel remis à Oslo, la saison des prix décernés depuis 1901 s'achève, lundi, à Stockholm, avec l'économie.

France24 avec AFP et Reuters



Dépôts de vente des journaux à l'intérieur du pays

- **Dosso :**
 - Mahamadou Yalé- Ets Mahamadou Yalé derrière MJC- 96 898908
 - Librairie LOMPO- 96887535/96464707- Derrière commissariat de police.
 - Groupe Zoom service- 90570203-96986412- Abdoul Kader- A cote de la Loterie Nationale
- **Madaoua :**
 - Abdoul Aziz- Librairie ADER en face d'Alizza Transfert- 88445100-93445100
- **Maradi :**
 - Librairie Faraha Business Center (à côté de la station ORTN Maradi) 96337103/94776606
 - Imprimerie Sahel Studio Nouveau Regard (collé au mur de l'école normale Bawa Jangorzo) 96292235/92505022
 - Le Défis informatique (face bureau des douanes de Maradi) 96565081
- **Gazaoua :**
 - Radio Kyauta Rayuwa- Issoufou Maazou- 96097632-90408243
- **Tessaoua :**
 - Moussa Saley-96888583-85180340-Radio Tarmamua
- **Zinder :**
 - Librairie LABO
- **Tahoua :**
 - Souleymane Mamane-96498878-90813671- Librairie KAOEN sur la route de l'aéroport
- **Badaguichiri :**
 - Idrissa Hachimou-96332825- Radio Communautaire Bidisguiri
- **Tillabéry :**
 - Auto-école Soyaya- 96268979/94482415
- **Agadez :**
 - Air Info- Ibrahim Manzo Diallo- 96880085



AVIS DE VENTE DE VEHICULE

La Représentation Résidente du Fonds Monétaire International (FMI) lance un avis de vente d'un véhicule de marque Toyota Land Cruiser S.W, dont la date de mise en circulation est le 01/01/2012. Les personnes intéressées doivent soumissionner en remplissant le formulaire d'offre, à retirer à la Représentation Résidente et présenter leurs offres sous plis fermé **au plus tard le 25 Octobre 2021 à 17h00.**

L'évaluation se fera en tenant compte de l'offre la plus disante. Les offres seront ouvertes en présence des tous les soumissionnaires le 01 Novembre 2021 à 10h dans la salle de réunion de la Représentation Résidente du FMI. Le véhicule pourra être visité dans le parking de la Représentation Résidente sis au Plateau 1, Avenue Charles de Gaulle Porte #639, Niamey du lundi au vendredi de 8h30' à 17h00' à compter **du 11 Octobre 2021.**

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter les numéros suivants : **+(227) 20.724.854 / +(227) 20.724.847 / +(227) 20.723.648.**



Marchés Publics

REPUBLIQUE DU NIGER
LE RECTEUR DE
L'UNIVERSITE DE DIFFA

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

POUR LA LIVRAISON DE FOURNITURES SUIVANTES: MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS DE LABORATOIRE

1. Le présent Avis d'appel à candidature s'inscrit dans l'exécution du Plan Prévisionnel annuel de passation des Marchés 2021 de l'Université de Diffa
2. L'université de Diffa sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises **pour la livraison de fournitures suivantes: matériels et équipements de laboratoire.**
3. La passation du Marché sera conduite par Demande de Renseignements et de Prix telle que spécifiée à l'article 50 du code des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Le délai d'exécution du marché est de dix (10) jours.
5. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier de Demande de Renseignements et de Prix complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de Vingt-cinq mille (25 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après : université de

Diffa, Service Central des Affaires Financières Cel : 96995742/97078789

6. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Université de Diffa : Secrétariat General Cel : 96895002 **au plus tard le 18 octobre 2021 à 18 heures.** Les offres déposées après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées.
7. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de 90 jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 11.1 des DPDRP.
8. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le 19 octobre 2021 à 9 heures** à l'adresse suivante : **Salle Polyvalente au Rectorat de Diffa, 1er étage.** Par décision motivée, le rectorat se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offre.

**Le Recteur
Pr Ali MAHAMANE**



Marchés Publics

REPUBLIQUE DU NIGER
LE RECTEUR DE
L'UNIVERSITE DE DIFFA

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

POUR LA LIVRAISON DE FOURNITURES SUIVANTES : MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS DE BIBLIOTHÈQUE

1. Le présent Avis d'appel à candidature s'inscrit dans l'exécution du Plan Prévisionnel annuel de passation des Marchés 2021 de l'Université de Diffa.
2. L'université de Diffa sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises **pour la livraison de fournitures suivantes : matériels et équipements de bibliothèque**

3 La passation du Marché sera conduite par Demande de Renseignements et de Prix telle que spécifiée à l'article 50 du code des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats éligibles.

A. Le délai d'exécution du marché est de dix (10) jours.

5. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier de Demande de Renseignements et de Prix complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de Vingt-cinq mille (25 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après : **Université de Diffa, Service Central des Affaires**

Financières Cel : 96995742/97078789

6. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Université de Diffa : Secrétariat General Cel : 96895002 **au plus tard le 18 octobre 2021 à 18 heures.** Les offres déposées après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées.

7. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de 90 jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 11.1 des DPDRP.

K. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le 19 octobre 2021 à 9h 30 mn** à l'adresse suivante : Salle Polyvalente au Rectorat de Diffa, 1er étage.

Par décision motivée, le rectorat se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offre.

**Le Recteur
Pr Ali MAHAMANE**

Comment la blockchain pourrait aider à rallonger la durée de vie à 120 ans ?

S'il y a bien un domaine où personne n'attendait la blockchain, c'est bien celui de la santé et encore moins celui de l'espérance de vie. Voici comment et pourquoi la Longevity Science Foundation, une organisation à but non lucratif suisse, compte s'y prendre pour nous faire souffler 120 bougies.

Véritable serpent de mer de la science, le prolongement de la durée de vie humaine n'en finit pas de tracasser les scientifiques du monde entier. Pourtant, une technologie sur laquelle on n'aurait pas parié dans ce domaine, la blockchain, pourrait bien permettre d'effectuer des avancées notables. La blockchain pour augmenter notre espérance de vie ? Oui, oui, vous avez bien lu !

En tout cas, c'est le projet de la Longevity Science Foundation, une organisation à but non lucratif suisse. Lancé par un consortium de cliniciens, de plusieurs institutions de recherche et de spécialistes en biotechnologies, cet organisme vise à dépenser plus d'un milliard de dollars au cours des dix prochaines années. Son but ? Trouver un moyen d'allonger la durée de vie pour atteindre les 120 ans.

La fondation souhaite financer la recherche, les projets et les institutions en rapport avec la blockchain, mais aussi d'autres technologies pour entrouvrir de nouveaux horizons. Quant à sa-

voir comment la technologie peut aider la recherche en soins de santé, Garri Zmudze, directeur associé de LongeVC, a sa propre idée. « Si elle est associée à l'IA, la blockchain peut débloquer des centaines de téraoctets de données hospitalières non structurées pour une analyse plus approfondie », a-t-il déclaré à Cointelegraph.

Objectif : souffler 120 bougies ! Développée à partir de 2008, la blockchain est en premier lieu une technologie de stockage et de transmission d'informations. Elle offre de hauts standards de transparence et de sécurité car elle fonctionne sans organe central de contrôle. Plus concrètement, elle permet à ses utilisateurs de partager des données sans passer par un intermédiaire externe.

La blockchain permettrait d'améliorer considérablement certains domaines jugés « critiques » par la fondation, dans l'espoir d'allonger l'espérance de vie. Elle pourrait, par exemple, améliorer les diagnostics prédictifs pour soigner les maladies le plus tôt possible et éviter les complications. Les données et statistiques regroupées pourraient permettre de mieux comprendre certaines maladies et comment les soigner au mieux même lorsqu'elles sont installées depuis longtemps. Et puis, la médecine personnalisée progresserait elle aussi en comparant les données d'un autre humain semblable en terme de morphologie pour ainsi proposer

une réponse plus adaptée à un besoin particulier.

A-t-on vraiment envie de vivre jusqu'à 120 ans et dans quelles conditions ?

Des interrogations sur l'éthique et les financements

La fondation indique sur son site que ces projets pourraient obtenir des résultats significatifs sur l'espérance de vie des humains dans un délai de cinq ans. Pour contribuer aux recherches, la fondation accepte les dons, notamment en cryptomonnaies. Les contributeurs obtiendront un droit de vote et donc leur mot à

dire dans le choix des projets. Si ce genre d'initiatives pose des questions éthiques -- a-t-on vraiment envie de vivre jusqu'à 120 ans et dans quelles conditions ? --, elle soulève aussi des interrogations financières tant les sommes annoncées sont astronomiques et le projet encore bien mystérieux. Nul doute que l'on entendra encore parler de cette fondation dans le futur. De son côté, la technologie de la blockchain nous réserve encore quelques surprises sur son utilisation.

www.futura-sciences.com

AVIS DE PERTE

Avis est donné par l'Etude de Maître DJIBO Aïssatou, située au 276, Rue du Grand Hôtel, Quartier Terminus/Niamey, de la perte de l'acte de cession d'immeuble non bâti portant sur la parcelle D de l'îlot 1119, lotissement Boukoki et appartenant à Monsieur MOUSSA DJIBO.

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé, de le déposer au service domanial de la Ville de Niamey ou à l'Etude Notariale sus indiquée

Pour avis, Maître DJIBO Aïssatou,

Sahel et Sahel Dimanche
disponible partout au Niger
www.lesahel.org

INCROYABLE MAIS VRAI

le patient se plaint de graves douleurs abdominales, les médecins retrouvent un kilo de clous et de vis dans son estomac !

Les médecins d'un hôpital lituanien ont annoncé vendredi avoir découvert dans l'estomac d'un homme plus d'un kilo de divers petits objets de métal, dont des clous et des vis. Le patient a été admis à l'hôpital du port de Klaipeda, sur la Baltique, après s'être plaint de graves douleurs abdominales.

Les médecins ayant passé son estomac aux rayons X ont rapidement trouvé les racines du mal : divers objets métalliques, certains mesurant jusqu'à 10 centimètres de long, avaient lacéré l'estomac de l'homme, mettant sa vie en danger. « Durant l'opération de trois heures (...), tous les corps étrangers, même les plus petits, ont été retirés de l'estomac du patient », a déclaré le chirurgien Sarunas Dailidenas. L'hôpital a fourni aux médias locaux une image des clous et vis retirés de l'estomac de l'homme.

« Nous n'avions jamais rien vu de pareil », a affirmé Algirdas Slepavicius, chirurgien en chef à l'hôpital de Klaipeda, à la presse locale. Le médecin a expliqué que l'homme avait commencé à avaler des objets métalliques ces dernières semaines après avoir arrêté de boire. Le patient était dans un état stable après l'opération, a-t-il ajouté.

www.sudinfo.be/

H O R O S C O P E

BÉLIER	TAUREAU	GÉMEAUX	CANCER
21 mars - 19 avril C'est en restant vous-même, fidèle à vos croyances que vous aurez la meilleure humeur qui soit, n'écoutez pas n'importe qui. L'équilibre se trouve davantage à votre portée, vous prenez le temps avant d'agir et ça vous réussit.	20 avril - 20 mai La vie sociale, l'amitié et les activités de groupe sont favorisées aujourd'hui. Vous aimez occuper votre temps de cette façon et vous souhaitez vous sentir libre mais les circonstances extérieures ne vous permettent pas toujours de vous détendre.	21 mai - 21 juin Vous vous montrerez plus profond que d'ordinaire aux yeux des autres, cela vous attire de la reconnaissance. Bouger et boire davantage seraient tout indiqués pour vous recharger en énergie, cela vous aiderait à vous vider la tête.	22 juin - 22 juillet Un certain découragement vous gagne, en particulier face à certaines réalités pratiques. Prenez du recul. Vous avez besoin de vous aérer. Offrez-vous une parenthèse pour respirer en plein air, loin de l'agitation.
LION	VIERGE	BALANCE	SCORPION
23 juillet - 21 août Il y a de grandes transformations désormais possibles dans votre vie. Mise sur la durée pour mettre ces changements en pratique, vous avez tout à y gagner. Mettez cartes sur table dans vos dialogues.	22 août - 21 sept. Votre communication exaltée attire à vous les heureuses rencontres. Vous serez en phase avec votre entourage. Le vent de liberté qui souffle vous donne des besoins d'évasion qui vous mènent à des excès parfois dangereux (sports extrêmes, fatigue nerveuse).	22 sept. - 21 oct. Un besoin de dépassement personnel vous inspire à vivre davantage sur le mode passionnel et instinctif. Faites en sorte de rester diplomate face à votre entourage, votre impulsivité verbale peut froisser...	22 oct. - 21 nov. Vous allez trouver dans la banalité du quotidien des situations qui vous ouvrent la porte à des réalités supérieures. Votre distraction peut vous coûter des malaises, vous devriez baisser le rythme et prendre du recul, lâchez prise.
SAGITTAIRE	CAPRICORNE	VERSEAU	POISSONS
22 nov. - 21 dec. Les activités de groupe, le travail en équipe, vous apporteront de grandes satisfactions d'amour-propre. C'est vous qui aujourd'hui risquez d'épuiser votre entourage : ménagez vos nerfs ainsi que ceux des autres !	22 dec. - 20 janvier Il est possible qu'on cherche à vous discréditer. Ne rentrez pas dans ce genre de polémique stérile, blindez-vous et surtout ne cédez pas à la pàrano ! Vos éventuels ennemis n'attendent que cela pour vous fragiliser et, finalement, gagner la manche.	121 janv. - 18 fevrier Le téléphone n'arrête pas de sonner, les contacts vont bon train... N'hésitez pas à négocier et parler de vous. Vous devrez lâcher prise sur vos idées fixes pour retrouver votre dynamisme et vous offrir du grand air. Vous aérer est indispensable.	19 fev. - 20 mars Vous avez des doutes qui, si vous ne les gérez pas correctement, peuvent entraver votre expression, dans tous les domaines. Ne vous laissez pas envahir, et fuyez les personnes négatives. Et jalouses !

PHARMACIES DE GARDE

Du Samedi 9 au
Samedi 16 Octobre 2021

Imane	Patience
Saïd	Republique
Abdoulkarim	Terminus
Sonuci	Route Filingué
Zam Zam	Taran
Route Tillabéri	Espoir
2 ^{ème} Forage	Tallagué Est
Point D	Cité Asecna
Sayé	Ar Rahma
Ka-Tchoune	Amana Gawèye
Mutualiste	Nordiré
Lako	Pop. Maourèye
Complexe	Pop. Hôpital
OUA	(sauf les dimanches)
Nouveau Marché	

NUMEROS UTILES

Renseignements :	12
Réclamations:	13
SAMU:	15
Police Secours:	17
Sapeurs Pompiers :	18
Hôpital :	20 72 22 53
Médecins de nuit:	20 73 47 37

Mondial 2022:

L'Algérie et le Burkina Faso au coude à coude, l'Égypte vire en tête

Les Algériens sont toujours invincibles mais ils ont dû s'employer pour venir à bout du Niger, vendredi 8 octobre, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 (6-1). Dans le même groupe A, le Burkina Faso a été plus expéditif contre Djibouti (4-0). L'Égypte, elle, a battu la Libye (1-0) et pris les commandes du groupe F, où le Gabon est désormais décroché après son revers en Angola (3-1).

Et de 30. La série d'invincibilité de l'Algérie s'allonge à 30 rencontres après cette 3e journée des éliminatoires du prochain Mondial. Les hommes de Djamel Belmadi, sans Andy Delort, ont renoué avec la victoire vendredi, un mois après avoir partagé les points contre le Burkina Faso. À Blida, les champions d'Afrique ont battu le Niger, non sans difficulté (6-1).

Slimani dans l'histoire du football algérien

Nommé parmi les 30 prétendants au Ballon d'Or, Riyad Mahrez a allumé la première mèche sur l'un de ses exercices préférés : le coup franc. À 25 mètres, le joueur de Manchester City a envoyé un tir puissant que Kassaly Daouda, le gardien nigérien, n'a pu toucher (27e).

Peu à l'aise durant le premier acte, les Fennecs ont breaké après la pause quand la dé-

fense du Niger n'a pas réussi à repousser le cuir. Youssef Oumarou, sous la pression de Sofiane Feghouli, a marqué contre son camp (47e). Mais les visiteurs ont immédiatement réagi après une perte de balle d'Abdelkader Bedrane. Mohamed Ali a lancé Daniel Sosah et ce dernier a battu Raïs M'Bohli en glissant le ballon entre les jambes du portier (50e).

Le doute ne s'est installé que quelques minutes dans le camp algérien. Mahrez a transformé un penalty obtenu par Feghouli (59e). Et c'est encore Mahrez qui a provoqué un nouveau but nigérien contre son camp, cette fois par Nasser Garba (70e). Servi par Youcef Atal, l'entrant Islam Slimani a corsé l'addition (76e) et s'est emparé du record de buts sous le maillot des Fennecs : il en compte 37, contre 36 pour Abdelhafid Tassafout. Il en a même ajouté un 38e en fin de rencontre (88e) pour clore le spectacle.

Les Étalons piétinent Djibouti

Les joueurs de Djibouti ont subi une troisième lourde défaite dans ces éliminatoires face au Burkina Faso. À Marrakech, la modeste sélection dirigée par Julien Mette a tenu presque toute la première période avant de sombrer. Dans le temps additionnel, Abdoul Tapsoba a ouvert le score d'une tête plongeante (45e+1).

Ensuite, les Étalons ont éteint tout espoir en breakant, à nouveau par Tapsoba (48e), avant de prendre le large grâce au jeune défenseur troyen Issa Kaboré (51e). Mohamed Konaté, lancé en profondeur, est allé enfoncer le clou (60e). Incontestablement plus forts que leurs adversaires, les joueurs de Kamou Malo n'ont pas tremblé un instant.

Au classement du groupe A, presque rien ne change. L'Algérie est toujours leader avec 7 points (2 victoires, un nul), exactement comme le deuxième, le Burkina Faso. Les Fennecs disposent, par contre, d'une différence de buts plus favorable (+13 contre +6). Le Niger est troisième (3 points) et ne semble pas en mesure de se mêler à la bataille pour la qualification. Djibouti est bon dernier (aucun point, -14).

Omar Marmoush signe ses débuts avec les Pharaons

L'automne commence de la meilleure des manières pour Omar Marmoush. Tout juste élu meilleur jeune joueur de Bundesliga en septembre, l'attaquant du VfB Stuttgart a fêté sa première cape avec les A de l'Égypte avec un premier but. Le joueur de 22 ans a débloqué la situation de sa sélection contre la Libye à Alexandrie. Alors que le match était cadencé, Omar Marmoush a réceptionné le cuir à l'entrée de la surface avant d'armer une lourde frappe. Mohamed Nashush, le gardien libyen, n'a rien pu faire devant ce petit bijou (49e). Grâce au néo-international, l'Égypte poursuit sur sa lancée : trois matches dans ces éliminatoires, un but marqué à chaque fois.

Ça suffit au bonheur du sélectionneur Carlos Queiroz, arrivé il y a un mois. Après un succès en amical contre le Liberia fin septembre (2-0), il obtient sa première victoire en match officiel (1-0).

Le Gabon s'enfoncé

Le rêve d'une qualification pour la Coupe du monde s'est sans doute envolé pour le Gabon. Rien n'a été épargné aux Panthères à Luanda. D'abord, le coup d'envoi du match face à l'Angola a été repoussé d'1h30

en raison d'un imbroglio autour des tests PCR Covid-19, réalisés jeudi par les Gabonais. D'après la fédération angolaise de football, leur authenticité n'était pas certaine. Finalement, «la Fifa a tranché», a indiqué sur Facebook la fédération gabonaise de football. Le match a pu se jouer dans ce contexte compliqué («la fédération angolaise fera la contre-expertise après le match», a précisé le Gabon). Sur le terrain, le capitaine Pierre-Emerick Aubameyang et ses coéquipiers n'ont pas vu le jour. Les Palancas Negras ont ouvert le score par Zini, trop rapide pour une défense à l'arrêt (25e). Après la pause, Papel Ary, libre de tout marquage, a porté le score à 2-0 d'une tête au second poteau sur un corner. Le Gabon a réduit l'écart par Axel Meye, buteur après une tête de son coéquipier Lloyd Palun sur le poteau (83e). Mais l'Angola a assuré sa victoire sur une nouvelle tête de Jonathan Buatu, bien aidé par l'erreur du gardien Anthony Mfa Mezui (90e+1).

Au classement du groupe F, l'Égypte, toujours invaincue, est désormais seule en tête avec 7 points. La Libye suit avec 6 points. L'Angola est troisième avec 3 points et le Gabon ferme la marche avec un point.

RFI

LE SAHEL

Place du Petit Marché ;
BP 13182 Niamey (R. Niger)
Tél : 20 73 34 86/87 ; Télécopieur : 20 73 30 90
E-mail : onep@intnet.ne
Site web : www.lesahel.org

Directeur de Publication

ZAKARI ALZOUMA COULIBALY

Direction de la Rédaction et des Centres Régionaux (DR/CR)

Directeur : Assane Soumana ; 20 73 99 86
Rédacteur en chef : Siradji Sanda
Rédacteur en chef Adjt : Souley Moutari
Secrétaire de Rédaction : Zabeirou Moussa
Rédacteur en chef en ligne : Oumarou Moussa

Direction Technique (DT)

Directeur : MAHAMANE HADI : 20 73 99 87
Chef infographiste-Tech-Art. : Inoussa Oumarou
Chef infographiste-Tech-Art. Adj : Abdou Raphiou Maroufou

Direction Commerciale (DC)

Directeur : Inoussa Sadissou Samy : 20 73 22 43
Chef service Communiqué et Pub : Tinni Abdou Soumana

Direction Administrative et Financière (DAF)

Directeur : MOROU HAMADOU 20 73 99 85
Chef service Recouvrement : M. Alzouma Harouna

Composition : ONEP

Tirage : 5000 exemplaires

MOTS

CROISES

du

Le Sahel

HORIZONTALEMENT

1. Paralyse générale ;
2. Régimbera - Département français ;
3. Personnage de Shakespeare trompé par le théâtre Jago - Bloc dur ;
4. Conscience quand il est intérieur - Léto des Grecs pour les Latins ;
5. Vieille préposition - Pour désigner - Peau tannée ;
6. Fleuve d'Afrique centrale - Scandium ;
7. Souillure - Condiment ;
8. Ecartera d'un siège par intrigue ou par violence ;
9. Note désuète - Institution française de développement - Mois ;
10. Effectifs - Mesure de capacité.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

VERTICALEMENT

1. Enseignant titulaire de chaire ;
2. Voitures - Instrument du dessinateur ;
3. Crier dans les bois - Sésame ;
4. Rébellion ougandaise (Inversé) - Un équidé ;
5. Produits de substitution sans efficacité certaine ;
6. Voyelles - Restitue ;
7. Conjonction - Avec cela, l'on commence à voir jaune (Inversé) ;
8. Un loup à faire peur - Distancé ;
9. Railleras ;
10. Entourait.

numéro précédent

1	T	O	T	A	L		K	A	R	A
2	O	R	A	L		B	A	R	I	L
3	U	D	N		C	O	N	E		E
4	R	R		C	A	S	O		C	X
5	B	E	N	I	N	S		A	R	A
6	I		S	A	T	U	R	N	I	N
7	L	Y		O	O		A	S	A	D
8	L	O	C		N		O		R	R
9	O	L	G	A		O	U	R	D	I
10	N	A	T	U	R	A	L	I	S	E